

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2161

15 septembre 2011

### SOMMAIRE

Allianz Global Investors Luxembourg S.A. .....	103687	Kopa Finances S.A. ....	103710
Allianz RCM Bonus Barriere .....	103687	Lara JV Luxembourg S.à r.l. ....	103710
Allianz RCM Global Champion .....	103687	Lara JV Luxembourg S.à r.l. ....	103710
Andbanc Asset Management Luxembourg .....	103704	Lara JV Luxembourg S.à r.l. ....	103710
Billicart Expansion Holdings S.A. ....	103682	Le Delage S.A. ....	103710
BNP Paribas Investment Partners Luxem- bourg .....	103703	Life Plus Funds FCP-FIS .....	103687
Cabochon S.A., SPF .....	103686	Lion Residential Holdings S. à r. l. ....	103711
Cavenagh Asia Fund FCP-SIF .....	103686	LNR Arman S.à r.l. ....	103711
Ceros Fund .....	103705	LNR Euro CMBS S.à.r.l. ....	103711
Continental Barley SPF S.A. ....	103684	LNR UK CMBS S.à.r.l. ....	103711
D.B.N. S.A. ....	103688	LOD S.à r.l. ....	103712
DSC SICAV .....	103685	Lux Animation SA .....	103712
Erisider Lux S.A. ....	103706	LUX J1 Fund .....	103705
Erole Participation S.A. ....	103682	Mazars Luxembourg .....	103728
Euro Rent Total Return .....	103685	Mercurion Asia Fund .....	103684
Forst Invest - Waldfonds S.C.A. SICAV-SIF .....	103712	Monic S.A., SPF .....	103686
Fortilux S.A. ....	103683	Morgan Stanley Eder S.à r.l. ....	103728
FT II .....	103705	Parcadia Asset Management S.A. ....	103703
Fundquest International .....	103685	Rosalia AG .....	103705
Generali Komfort .....	103704	Sophil S.à r.l. ....	103727
Generali VermögensStrategie .....	103704	Stahlbeteiligungen Holding S.A. ....	103727
Heisdorf Participations S.A. ....	103684	StarCapital Allocator .....	103688
Historic & Trophy Buildings Fund .....	103687	StarCapital Allocator .....	103688
Humphrey Invest S.A. ....	103683	StarPlus Allocator .....	103688
Isidro International S.A. ....	103683	StarPlus Allocator .....	103688
Kalispera .....	103728	Total Return Protect .....	103705
Kamakura S.à r.l. ....	103709	Wallberg Blackstar African Fund .....	103704
Komiton S.A., société de gestion de patri- moine familial .....	103709	Wallberg Blackstar - Global Emerging Bond Fund .....	103704

**Erole Participation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 110.848.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE TENUE DE FACON EXTRAORDINAIRE  
des actionnaires qui aura lieu le 4 octobre 2011 à 10h00 au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Constatation et approbation du report de la date de l'Assemblée Générale Statutaire ayant pour objet d'approuver les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31 décembre 2010.
- Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que du rapport de contrôle du Commissaire relatifs à l'exercice clôturé au 31 décembre 2010.
- Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2010 et du compte de profits et pertes y relatif ; affectation du résultat.
- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2010.
- Démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant.
- Divers.

Pour prendre part à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteurs cinq jours francs au moins avant la date de la réunion de l'Assemblée Générale Statutaire au 23 Val Fleuri à Luxembourg.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011124443/565/22.

**Billecart Expansion Holdings S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 2.378.439,21.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 27.288.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE REPORTEE

des actionnaires qui se tiendra exceptionnellement le mardi 4 octobre 2011 à 11.30 heures, au siège social de la Société, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2010 et approbation des comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2010;
2. Affectation du résultat de l'exercice social clos le 31 décembre 2010;
3. Quitus aux administrateurs et au commissaire;
4. Election des membres du conseil d'administration;
5. Election du commissaire;
6. Changement du siège social à l'intérieur de la commune;
7. Questions diverses.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Cette assemblée générale ordinaire sera suivie d'une

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

des actionnaires qui se tiendra le mardi 4 octobre 2011 à 14.00 heures, au siège social de la Société, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Changement de dénomination sociale de la Société;
2. Modification de l'objet social de la Société afin de le rendre conforme aux règles légales applicables suite à l'adoption de la loi du 22 décembre 2006 abrogeant la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières en lui donnant la teneur suivante:  
« **Art. 3.** L'objet de la société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou

toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille.

La société pourra également acheter, vendre, louer et gérer tout bien immobilier tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la société.

Elle pourra exercer, pour son compte et pour celui de tiers, toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière utiles ou nécessaires pour l'accomplissement de son objet ou qui y sont directement ou indirectement liées.»;

### 3. Divers.

Les actionnaires sont informés que cette assemblée générale extraordinaire ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée et que les décisions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011127951/48.

---

### **Isidro International S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 11.906.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

#### ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *October 4, 2011* at 2.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

#### *Agenda:*

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at June 30, 2011
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2011128437/795/15.

---

### **Humphrey Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 121.205.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

#### l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le *3 octobre 2011* à 17:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011128438/795/15.

---

### **Fortilux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 30.833.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

#### l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *5 octobre 2011* à 15:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire

2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mai 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'Administrateurs et nomination de leurs remplaçants
5. Décharge spéciale aux Administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de leur démission
6. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011128439/795/18.

---

**Heisdorf Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 116.711.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 4 octobre 2011 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations Statutaires
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011128440/795/16.

---

**Continental Barley SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 18.440.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 5 octobre 2011 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011128441/795/15.

---

**Mercurion Asia Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 55.708.

Notice is hereby given to the shareholders, that the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of shareholders of MERCURION ASIA FUND will be held at RBC Dexia Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-Sur-Alzette on October 3, 2011 at 10.00 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor;
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Operations for the year ended as at June 30, 2011;
3. Allocation of the net result;
4. Discharge to the Directors and auditor;
5. Statutory Appointments;
6. Any other business.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting with no restrictions.

In order to attend the Meeting of MERCURION ASIA FUND the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting to Dexia Banque Internationale à Luxembourg S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg (acting on behalf of the Registrar and Transfer Agent of the Sicav: RBC Dexia Investor Services Bank S.A.).

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2011128442/755/25.

**Fundquest International, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 127.751.

—  
L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de FUNDQUEST INTERNATIONAL se tiendra le mardi 11 octobre 2011 à 11.00 heures, dans les locaux de BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, sis 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation du rapport du conseil d'administration et du rapport du réviseur d'entreprises;
2. Approbation des comptes pour l'exercice clôturé au 30 juin 2011 et de l'affectation des résultats de l'exercice;
3. Décharge aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Aucun quorum de présence n'est requis sur les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant assister ou être représentés à l'Assemblée sont priés de déposer leurs actions, cinq jours francs au moins avant la réunion, aux guichets des agents chargés du service financier, tels que mentionnés dans le prospectus.

Les propriétaires d'actions nominatives désirant assister ou être représentés à l'Assemblée sont admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître leur intention de prendre part à l'Assemblée.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011128443/755/24.

**Euro Rent Total Return, Fonds Commun de Placement.**

—  
Das Verwaltungsreglement des Euro Rent Total Return wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im Juli 2011

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011091599/10.

(110103275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2011.

**DSC SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 155.898.

—  
Der Verwaltungsrat des DSC SICAV lädt hiermit alle Aktionäre ein, an der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

teilzunehmen, welche am Montag, den 3. Oktober 2011 um 9.00 Uhr in den Räumen der State Street Bank Luxembourg S.A., in 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg stattfinden wird.

*Tagesordnung:*

1. Vorlage und Genehmigung der Berichte des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers für das am 30. Juni 2011 abgelaufene Geschäftsjahr.
2. Vorlage und Genehmigung des Jahresabschlusses zum 30. Juni 2011 sowie Gewinnverwendung.
3. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates für die zum Geschäftsjahr 30. Juni 2011 erfüllten Aufgaben.
4. Vergütung der Verwaltungsratsmitglieder.

5. Wahl oder Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrates.
6. Wahl oder Wiederwahl des unabhängigen Wirtschaftsprüfers.

Den Aktionären wird bekannt gegeben, dass ein Quorum in Bezug auf die Tagesordnungspunkte nicht erforderlich ist und dass die Beschlüsse über die Tagesordnungspunkte durch die Zustimmung der einfachen Mehrheit auf der Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst werden.

Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Hauptversammlung mittels Vollmacht vertreten lassen.

Ein Vollmachtsformular kann am Gesellschaftssitz erhalten werden und muss per Fax bis spätestens 48 Stunden vor der Versammlung zu Händen von Herr Jean Baptiste Simba an die Faxnummer +352 46 40 10 413 und per Brief an den Gesellschaftssitz gesandt werden.

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2011128444/755/27.

---

**Monic S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 17.386.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 3 octobre 2011 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2011.
4. Divers.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.*

Référence de publication: 2011128445/1023/16.

---

**Cabochon S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 59.467.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi 28 septembre 2011 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 mars 2011 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011123432/755/19.

---

**Cavenagh Asia Fund FCP-SIF, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Le règlement de gestion de Cavenagh Asia Fund FCP-SIF modifié au 30 avril 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cavenagh Luxembourg Management S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011091708/10.

(110103260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2011.

---

**Allianz RCM Bonus Barriere, Fonds Commun de Placement.**

Der Fonds Allianz RCM Bonus Barriere wurde in VermögensManagement Chance III umbenannt.

Das Verwaltungsreglement des VermögensManagement Chance III wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im Juli 2011

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011092452/11.

(110104484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 2011.

---

**Allianz RCM Global Champion, Fonds Commun de Placement.**

Der Fonds Allianz RCM Global Champion wurde in VermögensManagement Chance II umbenannt.

Das Verwaltungsreglement des VermögensManagement Chance II wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im Juli 2011

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011092453/11.

(110104485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 2011.

---

**Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 27.856.

Der Fonds Allianz RCM Deep Discount wurde in VermögensManagement Substanz II umbenannt.

Das Verwaltungsreglement des VermögensManagement Substanz II wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im Juli 2011

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011092455/13.

(110104487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 2011.

---

**Historic & Trophy Buildings Fund, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion modifié au 10 Juin 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DELOITTE S.A.

Signature

Référence de publication: 2011105480/9.

(110120982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2011.

---

**Life Plus Funds FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Le règlement de gestion de Life Plus Funds FCP-SIF modifié au 14 avril 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SL Fund Management S. à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011092999/10.

(110105055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 2011.

---

**StarCapital Allocator, Fonds Commun de Placement,  
(anc. StarPlus Allocator).**

Le règlement de gestion coordonné au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, juin 2011.

StarCapital S.A.

Référence de publication: 2011094786/11.

(110107163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2011.

---

**StarCapital Allocator, Fonds Commun de Placement,  
(anc. StarPlus Allocator).**

Le règlement de gestion coordonné au 01.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, juin 2011.

StarCapital S.A.

Référence de publication: 2011094787/11.

(110107510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2011.

---

**D.B.N. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 47.022.

DITTA BORTOLO NARDINI S.P.A.

société par actions de droit italien,

siège social à Bassano del Grappa (VI),

via Ponte Vecchio n.2, Italie,

R.E.A. de Vicenza N°. VI-2358

code d'identification fiscale n°00162820245

*Projet de fusion*

L'an deux mille onze, le 5 août.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

Ont comparu:

1. Madame Mireille GEHLEN, née le 18 août 1958 à Luxembourg et demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, en sa qualité de mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme de droit italien dénommée DITTA BORTOLO NARDINI S.P.A., ayant son siège à Bassano del Grappa (VI), via Ponte Vecchio n.2, Italie, inscrite au registre des sociétés de Vicenza, Inscription au R.E.A. de Vicenza n° VI-2358, et code d'identification fiscale n°00162820245,

au capital social de EUR € 3.000.000,00 entièrement libéré, représenté par 3.000.000 actions d'une valeur nominale de 1,00 EUR chacune.

Madame Mireille GEHLEN est habilitée aux fins des présentes par décision du Conseil d'administration en date du 25 juillet 2011, dénommée ci-après «la société absorbante» d'une part,

ET,

2. Madame Mireille GEHLEN, née le 18 août 1958 à Luxembourg et demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, en sa qualité de mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée la société anonyme luxembourgeoise, dénommée D.B.N. S.A., ayant son siège à L-1471



Luxembourg 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B n° 47.022,

constituée suivant acte reçu constituée suivant acte reçu par Maître Jacques Delvaux, notaire alors de résidence à Esch-sur-Alzette, le 1<sup>er</sup> mars 1994, publié au Mémorial de 1994, page 11972, les statuts ayant été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 31 décembre 2001 Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C du 24 mai 2002 n°791, page 37938.

au capital social de EUR 20.800.000 entièrement libéré représenté par quatre cent mille (400.000) actions d'une valeur nominale de EUR 52 (cinquante-deux euros) chacune.

Madame Mireille GEHLEN est habilitée aux fins des présentes par décision du Conseil d'administration en date du 4 août 2011,

dénommée ci-après «la société absorbée», d'autre part.

La société absorbante est soumise à la réglementation italienne et la société absorbée est soumise à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant d'acter le projet de fusion qui suit:

(PROGETTO DI FUSIONE TRANSFRONTALIERA)

DITTA BORTOLO NARDINI S.P.A.,

società per azioni di diritto italiano, avente sede in Bassano del Grappa (VI) via Ponte Vecchio n. 2, Italia, capitale sociale interamente versato di €. 3.000.000,00 (tremilioni), iscritta al Registro delle Imprese presso la Camera di Commercio di Vicenza, con il numero: 00162820245 ed iscritta inoltre al R.E.A. della Provincia di Vicenza al nr. VI-2358

D.B.N.S.A.,

società anonima di diritto lussemburghese, avente sede legale in Lussemburgo, 412 F, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg capitale sociale di € 20.800.000, iscritta al registro delle imprese della Camera di Commercio del Lussemburgo al numero 47.022

Signori Soci,

sottoponiamo alla Vostra approvazione il presente progetto, il quale prevede la fusione per incorporazione della società D.B.N. S.A. in prosieguo brevemente indicata come "Incorporata", nella DITTA BORTOLO NARDINI S.P.A. di seguito indicata come "Incorporante".

La fusione per incorporazione di cui al presente progetto ha il fine di concentrare in capo alla società Incorporante non soltanto tutti i rapporti giuridici esistenti attualmente in capo alla società Incorporata, ma anche dell'intero patrimonio esistente.

Tale riorganizzazione permette di conseguire economie di scala grazie all'eliminazione dei costi e delle complessità connesse al mantenimento di una subholding di diritto estero.

Poiché la società Incorporata è posseduta al 100% dalla società Incorporante la fusione avverrà con annullamento della partecipazione posseduta dalla società Incorporante.

La fusione per incorporazione viene deliberata, sulla base di situazioni patrimoniali riferite al 30 giugno 2011. Tali situazioni patrimoniali ed economiche sono state redatte seguendo tutti i dettami previsti rispettivamente dal Codice Civile italiano e dalla legge lussemburghese.

Ricordiamo che la presente operazione di fusione è disciplinata:

- dalla legge lussemburghese del 10 agosto 1915 riguardante le società commerciali, conformemente alla sezione XIV;
- dal codice civile italiano, in particolare dagli articoli 2501 -2505 quater del codice civile italiano;
- dal D.Lgs. 108 del 30 maggio 2008, attuativo della direttiva Comunitaria 2005/56/CEE del 26 ottobre 2005, relativa alle fusioni transfrontaliere.

DI SEGUITO SI ELENCAO LE PRINCIPALI INFORMAZIONI DA INDICARE NEL PROGETTO COMUNE DI FUSIONE AI SENSI DELLA LEGGE LUSSEMBURGHESE DEL 10 AGOSTO 1915 E DALL'ART. 6 DEL D.LGS. 108 DEL 30 MAGGIO 2008, DECRETO ATTUATIVO DELLA DIRETTIVA 2005/56/CE

**1. Società partecipanti alla fusione. (Forma, Denominazione, Sede legale, Registro imprese di riferimento e Legge regolatrice delle società partecipanti alla fusione).**

DITTA BORTOLO NARDINI S.P.A.,

società per azioni di diritto italiano, avente sede in Bassano del Grappa (Vi) via Ponte Vecchio n. 2, Italia, capitale sociale interamente versato di €. 3.000.000,00 (tre milioni), iscritta al Registro delle Imprese presso la Camera di Commercio di Vicenza, con il numero: 00162820245 ed iscritta inoltre al R.E.A. della Provincia di Vicenza al nr. VI-2358

D.B.N. S.A.,

società anonima di diritto lussemburghese, avente sede legale in Lussemburgo, Route d'Esch, L-1471 capitale sociale di € 20.800.000, iscritta al registro delle imprese della Camera di Commercio dei Lussemburgo al numero B 47.022

**2. Statuto sociale dell'incorporante.** Al perfezionamento

dell'operazione di fusione la società Incorporante manterrà lo Statuto Sociale attualmente in vigore, il cui testo è ivi allegato (Allegato A) e costituisce parte integrante del presente progetto di fusione.

### **3. Data di efficacia della fusione transfrontaliera.**

Trattandosi di fusione per incorporazione, ai sensi dell'art. 12 della direttiva 2005/56/CE e dell'articolo 15 del decreto legislativo italiano n. 108/2008 e dell'art. 261 a) della legge lussemburghese del 10 agosto 1915, gli effetti giuridici dell'operazione decorreranno dalla data di iscrizione dell'atto di fusione nel Registro delle Imprese della società Incorporante.

A partire dalla data di efficacia della fusione, la società Incorporante subentrerà a titolo universale nei rapporti giuridici attivi e passivi, dei cespiti mobiliari e immobiliari, materiali e immateriali, nelle partecipazioni di cui è titolare la società Incorporata. La società Incorporante si obbliga ad assolvere tutte le obbligazioni alle convenute scadenze e condizioni.

**4. Rapporto di Cambio, modalità di Attuazione.** Possedendo la società incorporante DITTA BORTOLO NARDINI S.P.A. tutte le azioni rappresentanti l'intero capitale sociale della società incorporanda D.B.N. S.A., la proposta fusione, sempreché permanga tale situazione anche al momento della stipula dell'atto di fusione, non comporterà alcun aumento di capitale per l'incorporante dando luogo al semplice annullamento dell'intero capitale sociale dell'incorporanda da essa posseduto, ed esclusa pertanto qualsiasi assegnazione di azioni da parte della società incorporante.

Il presente progetto di fusione dovrà essere approvato dall'assemblea straordinaria della società incorporante DITTA BORTOLO NARDINI S.p.A. ma non necessita di essere approvato dalla società incorporata, a condizione che sia redatto in forma notarile.

**5. Date di riferimento delle situazioni patrimoniali di ciascuna delle società partecipanti utilizzate per definire le condizioni della fusione transfrontaliera - Valutazione del patrimonio attivo e passivo.** La fusione verrà attuata sulla base di situazioni patrimoniali al 30 giugno 2011.

**6. Modalità particolare relativa al diritto di partecipazione degli utili.** Non prevedendosi emissione di nuove azioni, non sono previste modalità particolari per quanto concerne il diritto di partecipazione agli utili.

**7. Trattamento e vantaggi o diritti speciali riservati a favore di particolari categorie di soci o di possessori di titoli diversi dalle azioni emessi dalle società.** Non avendo le società emesso titoli ai quali spettino speciali vantaggi o diritti, non sussistono particolari categorie di soci cui riservare uno specifico trattamento né esistono titoli diversi dalle azioni.

**8. Vantaggi particolari a favore degli amministratori, degli esperti e dei terzi.** Non sono inoltre previsti vantaggi particolari:

- in favore degli amministratori e dei soggetti cui compete il controllo delle società partecipanti alla fusione;
- in favore dei soggetti che eventualmente fossero tenuti alla valutazione ex art. 9 D.Lgs. 108/2008.

**9. Proposte relative alla continuazione o cessazione delle attività della società incorporata.** La società Incorporante proseguirà in tutte le attività della società Incorporata.

**10. Ripercussioni della fusione transfrontaliera sull'occupazione e informazioni sulle procedure di coinvolgimento dei lavoratori nella definizione dei loro diritti di partecipazione nella società risultante dalla fusione transfrontaliera.** La fusione non provocherà alcuna ripercussione sull'occupazione dell'incorporante e dell'incorporata (si precisa che la società incorporata non ha attualmente in corso contratti di lavoro dipendente).

Non si rientra nell'ambito di applicazione dell'art. 19 del D.Lgs. 108/2008

**11. Data a decorrere dalla quale le operazioni dell'incorporata sono imputate al bilancio della incorporante.** Ai fini fiscali e dell'imputazione contabile delle operazioni della società Incorporata al bilancio della società Incorporante, in conformità a quanto previsto dalla direttiva 2005/56/CE, trova applicazione la legge italiana in quanto legge della società risultante dalla fusione.

Pertanto, gli effetti contabili/fiscali della fusione decorreranno, ai sensi rispettivamente dell'art. 172, comma 9, 178 e 179 del D.P.R. n. 917 del 22 dicembre 1986 e dell'art. 2504-bis del codice civile italiano, dal giorno in cui la fusione produrrà i propri effetti reali.

**12. Informazioni sulla valutazione degli elementi patrimoniali attivi e passivi che sono trasferiti alla società incorporante.** Gli elementi patrimoniali attivi e passivi che sono trasferiti alla società Incorporante sono indicati nella situazione patrimoniale della società Incorporata al 30 giugno 2011 e sono valutati mediante applicazione dei principi contabili generalmente accettati in Lussemburgo.

La valutazione degli elementi patrimoniali attivi e passivi che saranno trasferiti alla società Incorporante verrà effettuata alla data in cui la fusione produrrà i propri effetti reali.

**13. Comunicazione e Pubblicità.** Il presente progetto comune di fusione transfrontaliera sarà depositato presso il Registro delle Imprese di Vicenza dove è iscritta la società Incorporante e, in conformità con la legge lussemburghese applicabile, presso il Registro di Commercio lussemburghese (in Lussemburgo), dove è iscritta la società Incorporata, con le eventuali indicazioni necessarie ai sensi delle disposizioni normative lussemburghesi rilevanti.

Sono fatte salve variazioni, integrazioni, aggiornamenti del presente progetto comune di fusione transfrontaliera così come dello Statuto della società Incorporante qui allegato, eventualmente richiesti da qualsiasi autorità pubblica, sia italiana che lussemburghese, ovvero in sede di iscrizione nei Registri delle Imprese competenti.

## PROJET DE FUSION TRANSFRONTALIERE

DITTA BORTOLO NARDINI S.P.A.,

société par actions de droit italien, siège social à Bassano del Grappa (VI), via Ponte Vecchio n. 2, Italie, capital social € 3.000.000,00 entièrement libéré, Inscription au registre des sociétés de Vicenza et code d'identification fiscale n° 00162820245, Inscription au R.E.A. de Vicenza n°. VI-2358

D.B.N. S.A.,

Société anonyme de droit luxembourgeois, siège social à Luxembourg, 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, capital social € 20.800.000 entièrement libéré, inscrite au registre du commerce de Luxembourg sous le n° B 47.022

Chers Actionnaires,

Nous soumettons à votre approbation le présent projet qui prévoit la fusion par absorption de la société D.B.N. S.A., ci-après la société «absorbée», par la DITTA BORTOLO NARDINI S.P.A., ci-après la société «absorbante».

La fusion par absorption qui fait l'objet du présent projet vise à concentrer dans la société absorbante non seulement tous les rapports juridiques de la société absorbée existant actuellement, mais aussi tout son patrimoine existant.

Cette réorganisation permettra de réaliser des économies d'échelle en éliminant des coûts et des complexités liés au maintien d'une sous holding de droit étranger.

Comme la société absorbée est détenue à 100% par la société absorbante, la fusion interviendra par annulation de la participation détenue par la société absorbante.

La fusion par absorption est décidée, sur la base des situations intérimaires au 30 juin 2011. Ces situations intérimaires ont été rédigées en suivant toutes les prescriptions prévues respectivement par le code civil italien et la législation luxembourgeoise.

Nous rappelons que la présente opération de fusion est régie par:

- la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, conformément à la section XIV;
- le code civil italien, en particulier les articles 2501 - 2505 quater;
- le D.Lgs. n° 108 du 30 mai 2008 transposant la directive 2005/56/CE du 26 octobre 2005 relative aux fusions transfrontalières.

NOUS REPRENONS CI-APRES LES PRINCIPALES INFORMATIONS A INDIQUER DANS LE PROJET COMMUN DE FUSION CONFORMEMENT A LA LOI LUXEMBOURGEOISE DU 10 AOÛT 1915 ETA L'ART. 6 DU D.LGS. N° 108 DU 30 MAI 2008, DECRET D'APPLICATION DE LA DIRECTIVE 2005/56/CE

### **1. Sociétés participant à la fusion. (Forme, Dénomination, Siège statutaire, Registre des sociétés de référence et Législation régissant les sociétés participant à la fusion).**

DITTA BORTOLO NARDINI S.P.A.,

société par actions de droit italien, siège social à Bassano del Grappa (Vi), via Ponte Vecchio n. 2, Italie, capital social € 3.000.000,00 entièrement libéré,

Inscription au registre des sociétés de Vicenza et code d'identification fiscale n° 00162820245, inscription au R.E.A. de Vicenza n°. VI-2358

D.B.N. S.A.,

Société anonyme de droit luxembourgeois, siège social à Luxembourg, 412 F, Route d'Esch, L-1471, capital social € 20.800.000 entièrement versé, inscrite au registre du commerce de Luxembourg sous le n° B 47.022

**2. Statuts de la société absorbante.** En vue de l'opération de fusion, la société absorbante maintiendra les statuts actuellement en vigueur, dont nous joignons ici le texte (Annexe A), laquelle annexe fait partie intégrante du présent projet de fusion.

**3. Date de prise d'effet de la fusion transfrontalière.** S'agissant d'une fusion par absorption, conformément à l'art. 12 de la directive 2005/56/CE et à l'art. 15 du décret législatif italien n° 108/2008 et l'article 261 a) de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915, les effets juridiques de l'opération prendront cours à la date d'inscription de l'acte de fusion dans le registre des sociétés de la société absorbante.

A compter de la date de prise d'effet de la fusion, la société absorbante se substituera universellement à la société absorbée dans les rapports juridiques, actifs et passifs, dans les actifs mobiliers et immobiliers, corporels et incorporels, et dans les participations dont la société absorbée est titulaire. La société absorbante s'oblige à respecter toutes les obligations aux échéances et conditions convenues.

**4. Rapport d'échange, modalité d'exécution.** La société absorbante, ci-après DITTA BORTOLO NARDINI S.P.A. possédant toutes les actions représentant la totalité du capital social de la société absorbée D.B.N. S.A., la proposition de fusion, sous condition que soit maintenue l'actuelle situation également au moment de la stipulation de l'acte de fusion,

ne donnera lieu à aucune augmentation de capital pour la société absorbante mais ne donnera lieu qu'à la simple annulation de la totalité du capital social de la société absorbée détenue par la société absorbante excluant donc une quelconque affectation des actions de la part de la société absorbante.

Le présent projet de fusion devra faire l'objet de l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire de la société absorbante, DITTA BORTOLO NARDINI S.P.A. mais n'a pas besoin d'être approuvé par la société absorbée, à condition que le présent projet de fusion a été adopté sous forme notarié.

**5. Dates de référence des bilans financiers de chacune des sociétés participantes utilisés pour définir les conditions de la fusion transfrontalière - Evaluation du patrimoine actif et passif.** La fusion s'effectuera sur la base des situations intermédiaires au 30 juin 2011.

**6. Modalité particulière relative au droit de participation aux bénéfices.** Etant donné qu'il n'y a pas de création d'actions nouvelles, aucune modalité particulière n'est prévue en ce qui concerne le droit de participation aux bénéfices.

**7. Traitement et avantages ou droits spéciaux réservés à des catégories particulières d'actionnaires ou de porteurs de titres autres que les actions émises par les sociétés.** Les sociétés n'ayant pas émis des titres auxquels des avantages ou droits spéciaux sont attachés, aucune catégorie d'actionnaires ne subsiste à qui un traitement spécial ou des titres autres que les actions émises par les sociétés est à réserver.

**8. Avantages particuliers en faveur des administrateurs, des experts et des tiers.** De plus, ne sont prévus aucun avantage particulier:

- en faveur des Administrateurs et des personnes effectuant le contrôle des sociétés participant à la fusion;
- en faveur des personnes qui éventuellement pourraient-être tenus à l'évaluation en application de l'ex art. 9 D. Lgs. 108/2008.

**9. Propositions relatives à la poursuite ou la cessation des activités de la société absorbée.** La société absorbante poursuivra toutes les activités de la société absorbée.

**10. Répercussions de la fusion transfrontalière sur l'emploi et Informations concernant les procédures d'implication des salariés dans la définition de leurs droits de participation dans la société issue de la fusion transfrontalière.** La fusion ne provoquera aucune répercussion sur l'emploi car le sociétés absorbante et absorbée (en particulier, la société absorbée n'a actuellement aucun contrat de travail en cours).

Nous ne rentrons pas dans le champ d'application de l'article 19 de la D. Lgs 108/2008

**11. Date à compter de laquelle les opérations de la société absorbée sont imputées au bilan de la société absorbante.** Conformément à la directive 2005/56/CE, aux fins fiscales et de l'imputation comptable des opérations de la société absorbée au bilan de la société absorbante, la législation italienne est d'application en tant que législation de la société issue de la fusion.

Par conséquent, aux termes respectivement de l'art. 172, alinéa 9, de l'art. 178 et de l'art. 179, du D.P.R. n° 917 du 22 décembre 1986 et de l'art. 2504-bis du code civil italien, les effets comptables et fiscaux de la fusion prendront effet à partir du jour où la fusion produira ses effets.

**12. Informations sur l'évaluation du patrimoine actif et passif transféré à la société absorbante.** Les éléments du patrimoine actif et passif transférés à la société absorbante sont indiqués dans la situation intermédiaire de la société absorbée au 30 juin 2011 et sont évalués moyennant l'application des principes comptables généralement acceptés au Luxembourg.

L'évaluation des éléments du patrimoine actif et passif qui seront transférés à la société absorbante s'effectuera à la date à laquelle la fusion produira ses effets réels.

**13. Communication et publicité.** Le présent projet commun de fusion transfrontalière sera déposé auprès du registre des sociétés de Vicenza où est inscrite la société absorbante, conformément à la législation luxembourgeoise applicable auprès du registre de commerce luxembourgeois (à Luxembourg) où est inscrite la société absorbée, avec les éventuelles indications nécessaires conformément aux dispositions réglementaires luxembourgeoises pertinentes.

Sans préjudice des modifications, ajouts, mises à jour du présent projet commun de fusion transfrontalière ainsi que des statuts de la société absorbante joints en annexe, éventuellement requis par une quelconque autorité publique, tant italienne que luxembourgeoise, ou lors de l'inscription dans les registres des sociétés compétents.

Le notaire soussignée attire l'attention sur le fait que l'avertissement concernant les modalités d'exercice des droits des créanciers conformément à l'article 268 de la loi luxembourgeoise telle que modifiée est joint en annexe au présent acte pour être enregistré avec lui et en faire partie intégrante.

#### *Frais et droits*

Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante et sont estimés à EUR 7.000,00.

La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par les sociétés absorbées sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

### *Election de domicile*

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence ainsi que pour toutes justifications et notifications, il est fait élection de domicile au siège social de la société absorbante.

### *Pouvoirs*

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, dépôts, publications et autres.

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales la légalité du présent projet de fusion établi en application de l'art. 278 de la loi sur les sociétés.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux comparants et interprétation leur donnée en une langue d'eux connue, les comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms états et demeures, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. GEHLEN, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 9 août 2011. RED/2011/1693. Reçu douze Euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

Pour copie conforme délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 10 août 2011.

C. DELVAUX.

## STATUTS

### **Dénomination - Siège - Durée - Objet**

#### **Art. 1<sup>er</sup>.**

1.1 Une société anonyme est constituée avec la dénomination «DITTA BORTOLO NARDINI S.p.A.».

#### **Art. 2.**

1.2 Le siège de la société se trouve dans la Commune de Bassano del Grappa (VI) Ponte Vecchio 2. Le conseil d'administration peut ouvrir ou fermer des sièges secondaires, des filiales, des agences, des bureaux et des représentations en Italie et à l'étranger, et transférer le siège social dans le territoire national.

#### **Art. 3.**

3.1 La durée de la société est fixée au 31-12-2050 (trente et un décembre deux mille cinquante).

#### **Art. 4.**

4.1 Objet social: exercice de la distillerie, production de boissons spiritueuses; commerce d'alcools, de super alcooliques, tous types de boisson; établissements; achat, vente et construction d'immeubles à usage civil industriel, gros-oeuvre.

Elle peut aussi exercer la location et la sous-location d'immeubles et de tout autre droit, même partiel, sur les immeubles; gérer pour son compte ou en sous-location des exploitations agricoles, des structures industrielles et tout type d'activités commerciales, en Italie et à l'étranger.

Elle peut aussi acheter, vendre, échanger, gérer pour son compte, comme investissement et sans aucun but de placement, des actions, des parts, des participations dans des sociétés et des entreprises en Italie et à l'étranger, des titres et des valeurs mobilières de toute nature et devise, fonds d'investissement nationaux et étrangers, sauf les activités réservées aux sociétés d'intermédiation mobilière selon la loi 1 du 2.1.1991.

Elle peut aussi acquérir des représentations ou des agences, avec ou sans dépôt, d'entreprises nationales et étrangères, des participations dans tous les types d'entreprises et de sociétés, en tous cas sans finalité de placement; délivrer et créer des garanties réelles, des avals, des cautionnements; accorder des prêts aux entreprises même sous forme d'obligations et de prêts, en tous cas sans s'adresser au public et sans exercer aucune activité bancaire, d'assurance, sans aucun appel public à l'épargne, activité d'échange ou de toute façon réservée aux sociétés de courtage de valeurs mobilières et à des sujets ayant des caractéristiques bien précises fixées par la législation en vigueur; entretenir des relations de compte courant, même non productif d'intérêt; effectuer toute autre opération mobilière, immobilière et financière nécessaire et utile dans la poursuite de l'objet social.

### **Capital social - Financements des associés**

#### **Art. 5.**

5.1 Le capital social est de 3.000.000 € (trois millions) entièrement versé et divisé en 3.000.000 (trois millions) d'actions ayant une valeur nominale de € 1 (un) chacune, nominatives et indivisibles.

5.2 Le capital peut être augmenté par l'émission de nouvelles actions et d'actions ayant des droits différents selon les articles 2348 e suivants C.C.; les actions seront offertes aux associés en option.

5.3 Le capital peut être augmenté aussi par des apports en nature et/ou le passage de réserve à capital.

5.4 La société peut émettre des obligations même convertibles en actions et/ou en actions de sociétés contrôlées, et charger le conseil d'administration de définir chaque fois les modalités de placement et d'extinction, conformément à la loi en vigueur.

5.5 En cas de délibération d'augmentation du capital social ou bien d'émission d'obligations convertibles en actions, les associés ont le droit d'option et de préemption sur les actions et/ou obligations convertibles n'ayant pas fait l'objet d'option, selon l'art. 2441 C.C.

#### **Art. 6.**

6.1 Sur demande de l'organe administratif et conformément aux dispositions de nature fiscale les associés pourront effectuer des versements en capital, soit des financements portant intérêt ou non productifs d'intérêt, sans appel public à l'épargne et selon les dispositions législatives en vigueur en matière de banques et de crédits.

6.2 En cas de versements en capital, les sommes correspondantes pourront être utilisées pour la couverture de toute perte, soit transférées directement pour l'augmentation du capital social pour n'importe quel montant, après la délibération conforme de l'assemblée extraordinaire.

### **Transfert des actions**

#### **Art. 7.**

7.1 Les actions peuvent être transférées mortis causa.

La cession d'actions entre vifs est libre entre les actionnaires et leurs descendants directs. Dans tous les autres cas l'actionnaire qui veut céder entièrement ou en partie ses actions doit communiquer sa décision à l'organe administratif par lettre recommandée avec avis de réception, en précisant le prix de la cession, les modalités de paiement et les données de l'acheteur.

L'organe administratif doit informer à son tour les autres actionnaires par lettre recommandée avec avis de réception.

Ces derniers, à conditions égales, ont le droit de préemption pour l'achat des actions en vente et peuvent les acheter au prorata de leurs propres actions; même un seul actionnaire pourra exercer entièrement la préemption si les autres y renoncent.

Dans un délai de 90 jours à partir de la communication susvisée les actionnaires doivent communiquer leur intention d'utiliser le droit de préemption; si ce délai échoit sans aucune réponse ils auront renoncé à ce droit.

Les actions seront transférées en faveur du nom indiqué dans les trente jours suivants. Dans le cas contraire l'actionnaire qui veut céder ces actions doit répéter la procédure de préemption.

### **Assemblées**

#### **Art. 8.**

8.1 L'assemblée est ordinaire ou extraordinaire.

L'assemblée des actionnaires, régulièrement constituée, représente tous les associés et ses décisions, prises dans le respect de la loi et de ces statuts, sont contraignantes pour ceux-ci, même en cas d'absence ou de dissentiment.

8.2 L'assemblée doit être convoquée par l'organe administratif même sur demande des associés selon l'art. 2367 C.C.; l'assemblée est convoquée dans le siège social ou bien dans une autre localité du territoire national.

8.3 L'assemblée est convoquée par lettre recommandée avec avis de réception envoyée aux associés au domicile indiqué dans le registre des actions et reçu par ceux-ci au moins huit jours avant la date fixée pour l'assemblée.

8.4 L'avis de convocation doit indiquer le lieu, le jour, l'heure de la réunion et les sujets à traiter. L'avis peut inclure aussi d'autres convocations selon l'art. 2369 C.C. sixième alinéa.

8.5 Faute d'une convocation formelle l'assemblée est réputée régulièrement constituée en forme universelle lorsque tout le capital social est représenté et en présence de la plupart des membres des organes administratifs et de contrôle selon l'article 2366 C.C.

8.6 L'assemblée ordinaire est convoquée au moins une fois par an dans un délai de cent vingt jours de la clôture de l'exercice social, sauf prorogation à cent quatre-vingt jours motivée selon l'art. 2364 C.C.

#### **Art. 9.**

9.1 L'assemblée est présidée par l'Administrateur Unique ou par le président du conseil d'administration. En cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci, l'assemblée sera présidée par son vice-président, et si celui-ci était absent, par la personne élue par la majorité des membres présents. Cette majorité élit aussi le secrétaire.

9.2 Le président de l'assemblée doit constater la constitution régulière de celle-ci, vérifier l'identité et la légitimation des participants, diriger et régler le déroulement de l'assemblée, vérifier les résultats des votes.

#### **Art. 10.**

10.1 Les partenaires ayant droit de vote et qui sont inscrits dans le registre des associés à la date de l'assemblée peuvent participer à celle-ci.

10.2 Tout associé ayant droit de participer à l'assemblée ne peut se faire représenter que par un autre associé. La représentation sera donnée par une délégation conforme à l'article 2372 C.C., gardée par la société.

**Art. 11.**

11.1 Toute action donne droit à un vote, sauf pour des types d'actions particuliers.

11.2 L'assemblée ordinaire en première convocation est valablement constituée lorsque 75% (soixante-quinze pour cent) du capital social est représenté; elle décide avec le vote favorable de 75% (soixante-quinze pour cent) du capital social.

L'assemblée ordinaire en deuxième convocation est valablement constituée avec n'importe quelle part du capital représenté; elle décide à la majorité absolue du capital représenté dans l'assemblée.

11.3 L'assemblée extraordinaire en première convocation est valablement constituée par la présence de 75% (soixante-quinze pour cent) du capital social; elle décide avec le vote favorable de 75% (soixante-quinze pour cent) du capital social.

L'assemblée extraordinaire en deuxième convocation est régulièrement constituée en présence de la majorité du capital social; elle décide avec le vote favorable de la majorité du capital social.

**Art. 12.**

12.1 Les décisions de l'assemblée seront transcrites dans un procès-verbal rédigé dans le registre de la société et signé par le président et le secrétaire ou le notaire.

12.2 Le procès-verbal doit indiquer la date de l'assemblée et en annexe l'identité des participants et le capital représenté par chacun, les modalités et le résultat des votes, tout comme les associés favorables, contraires, abstenus ou en désaccord (toujours en annexe). Sur demande des associés, le procès-verbal doit résumer leurs déclarations concernant l'ordre du jour.

12.3 Le procès-verbal de l'assemblée extraordinaire sera rédigé par un notaire.

**Administration****Art. 13.**

13.1 La société peut être administrée par:

- a) un administrateur unique
- b) un conseil d'administration comprenant plusieurs membres, à partir de trois jusqu'à sept, selon le nombre exact qui sera déterminé lors de sa désignation.

13.2 L'assemblée ordinaire des associés doit nommer les administrateurs.

13.3 Les administrateurs peuvent être aussi des personnes non associées. Ceux qui se trouvent dans les conditions prévues à l'art. 2382 C.C. ne peuvent être nommés administrateurs et, en cas de désignation, ils seront révoqués de leurs fonctions.

**Art. 14.**

14.1 Les administrateurs ne peuvent être nommés pour une période supérieure à trois exercices; leur mandat termine à la date de l'assemblée convoquée pour l'approbation du bilan concernant le dernier exercice de leur mandat. Faute de précisions à cet égard les administrateurs sont nommés pour une période maximum correspondant à trois exercices. Les administrateurs peuvent être réélus.

14.2 Les administrateurs peuvent être révoqués par l'assemblée à tout moment, mais si cette révocation est abusive ils ont le droit aux dommages-intérêts.

14.3 En cas d'absence d'un ou plusieurs administrateurs, les autres les remplacent par une décision approuvée par le conseil de surveillance, pourvu que la majorité soit toujours constituée par les administrateurs nommés par l'assemblée. Les administrateurs ainsi nommés demeurent en fonction jusqu'à l'assemblée suivante.

Faute de la majorité des administrateurs nommés par l'assemblée, ceux qui demeurent en fonction doivent convoquer l'assemblée pour remplacer les administrateurs manquants. Le mandat des administrateurs nommés selon l'alinéa précédent termine en même temps que ceux qui sont en charge au moment de leur désignation.

14.4 Si l'administrateur unique ou tous les administrateurs étaient révoqués, l'assemblée pour la désignation du nouvel organisme administratif sera convoquée d'urgence par le Conseil de Surveillance, qui prendra entretemps à sa charge les actes de gestion courante.

14.5 La révocation des administrateurs par échéance de leur mandat prend effet à partir de la formation du nouvel organisme administratif.

**Art. 15.**

15.1 Au cas où la société serait gérée par un conseil d'administration celui-ci:

a) élit un président parmi ses membres, si celui-ci n'est pas nommé par les associés au moment de sa désignation, et le cas échéant même un vice-président qui remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, et un secrétaire, même étranger;

b) est convoqué par le président à sa discrétion ou si deux membres du Conseil d'Administration ou du Conseil de Surveillance présentent une demande motivée dans ce sens. L'avis de convocation est envoyée par courrier, ou bien par télécopie ou courrier électronique au moins cinq jours avant la réunion, ou par un télégramme, une télécopie ou un

courrier électronique en cas d'urgence, au moins un jour et qui fixe la date, le lieu et l'heure de la réunion, tout comme l'ordre du jour;

c) se réunit dans son siège social ou ailleurs, mais toujours en Italie.

15.2 Les réunions du conseil et ses décisions sont valables, même sans une convocation formelle, en présence de tous les administrateurs en exercice et des commissaires aux comptes.

15.4 Le conseil d'administration est présidé par le président ou bien, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le vice-président. En cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président, le conseil sera présidé par un administrateur désigné parmi les autres participants. Le conseil est valablement constitué en présence de la plupart de ses membres en exercice; ses décisions sont adoptées par le vote favorable de la majorité de ses membres. Le vote par représentation n'est pas admis.

15.5 Les décisions du conseil d'administration adoptées conformément à cet article sont constatées par un procès-verbal signé par le président et par le secrétaire; ce procès-verbal, même s'il est rédigé sous forme d'écriture publique, sera transcrit dans le registre des réunions et des délibérations du conseil d'administration.

#### **Art. 16.**

16.1 L'organe administratif a tous les pouvoirs de gestion ordinaire et extraordinaire, sauf les pouvoirs que la loi accorde expressément à l'assemblée des associés.

16.2 En cas de désignation du conseil d'administration, celui-ci peut déléguer tous ses pouvoirs ou une partie de ceux-ci conformément et dans les limites de l'art. 2381 C.C. à un comité exécutif se composant de quelques-uns de ses membres, soit à un ou plusieurs membres, même séparément. Le comité exécutif, soit l'administrateur ou les administrateurs délégués, pourront prendre à leur charge tous les actes de gestion ordinaire et extraordinaire résultant de la délégation accordée par le conseil d'administration.

16.3 L'organe administratif peut nommer les directeurs ou les fondés de pouvoir pour la réalisation de certains actes ou catégories d'actes, en définir leurs pouvoirs.

#### **Art. 17.**

17.1 La représentation de la société revient à l'administrateur unique ou au président du conseil d'administration, ou bien au vice-président en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci.

17.2 La représentation de la société revient aussi:

- à tout administrateur délégué, dans les limites de sa délégation;
- aux directeurs, aux fondés de pouvoir, dans les limites des pouvoirs accordés par l'organe administratif au moment de sa désignation.

#### **Art. 18.**

18.1 Les administrateurs peuvent recevoir, outre le remboursement des frais payés dans l'exercice de leurs fonctions, les rémunérations fixées par l'assemblée au moment de leur désignation, ou par une décision "ad hoc", même sous forme de participation aux bénéfices.

18.2 On pourra attribuer à l'organe administratif, selon les mêmes modalités, à titre de rémunération, le droit à une indemnité de fin mandat, moyennant des provisions annuelles ou une police d'assurance spécialement prévue à cet effet.

### **Organes de contrôle**

#### **Art. 19.**

19.1 Le contrôle de la comptabilité est exercé par le conseil de surveillance se composant de commissaires aux comptes inscrits dans le registre institué auprès du Ministère de la Justice. Si la société est obligé de rédiger le bilan consolidé, le contrôle comptable sera exercé par un commissaire aux comptes ou un cabinet d'audit comptable inscrits dans le registre susmentionné. Le conseil de surveillance exerce toutes les activités prévues à l'art. 2403, avec toutes les facultés, les devoirs et les modalités prescrits par la loi.

#### **Art. 20.**

20.1 Le conseil de surveillance comprend trois membres effectifs et deux suppléants, suivant les dispositions de l'art. 2397 C.C.

20.2 Les commissaires aux comptes peuvent être réélus. La nomination, la durée du mandat, la révocation et le remplacement des commissaires aux comptes, leur prise d'effet et leurs modalités sont réglées par le Code Civil.

20.3 Les personnes qui se trouvent dans les conditions prévues à l'art. 2399 C.C. ne peuvent être nommées commissaires aux comptes; dans le cas contraire elles déchoient de leur poste.

20.4 La rémunération annuelle des commissaires aux comptes est fixée par l'assemblée des associés au moment de leur désignation pendant toute la durée de leur mandat.

20.5 Le conseil de surveillance doit se réunir au moins tous les quatre-vingt dix jours. Pour les modalités de convocation du conseil on appliquera les dispositions pour les convocations du conseil d'administration de l'art. 15.1 sub b) et sub c) précédent.



Les réunions du conseil de surveillance et ses décisions sont quand même valables en présence de tous les commissaires aux comptes effectifs en service.

20.6 Le conseil de surveillance est régulièrement constitué en présence e la majorité des commissaires aux comptes et prend ses décisions à la majorité absolue des présents.

20.7 Un procès-verbal des réunions du conseil de surveillance sera rédigé et transcrit dans le registre correspondant, signé par les participants. Le commissaire en désaccord a le droit de faire inscrire au procès-verbal les raisons de son dissentiment.

20.8 Les commissaires aux comptes doivent assister aux assemblées des associés, aux réunions du conseil d'administration et de tout comité exécutif.

### **Retrait de l'associé**

#### **Art. 21.**

21.1 Les associés ont le droit de renoncer, pour toutes leurs actions ou une partie de celles-ci, dans tous les cas prévus par la loi et selon les modalités prescrites par les articles 2437 C.C. et suivants.

#### **Art. 22.**

22.1 Les actions faisant l'objet du droit de retrait seront remboursées dans le délai maximum de cent quatre-vingt jours à partir de la communication à la société du même retrait, sauf délibération de la dissolution de la société.

### **Bilan et affectation des résultats**

#### **Art. 23.**

23.1 Les exercices sociaux sont clôturés au trente et un décembre de chaque année.

23.2 A la clôture de chaque exercice social l'organe administratif rédige le bilan d'exercice et accomplit les formalités respectives dans le respect des normes en vigueur.

23.3 Le bilan sera approuvé par délibération de l'assemblée ordinaire dans un délai de cent vingt jours à partir de la clôture de l'exercice social (cent quatre-vingt jours pour le bilan consolidé et en cas d'exigences particulières de la structure et de l'objet de la société; dans cette dernière circonstance les administrateurs doivent indiquer les raisons du report selon les modalités prévues à l'art. 2364 C.C.

#### **Art. 24.**

24.1 L'assemblée des actionnaires, sur proposition du conseil d'administration, décide la distribution du bénéfice net, sans préjudice du pourcentage de 5% (cinq pour cent) à affecter à la réserve légale jusqu'à atteindre le cinquième du capital social.

### **Dissolution et liquidation**

#### **Art. 25.**

25.1 La dissolution anticipée volontaire de la société est délibérée par l'assemblée extraordinaire des associés.

25.2 Dans tous les cas de dissolution prévus à l'art. 2484 C.C. ou par d'autres dispositions de la loi ou de ces statuts, l'assemblée nomme les liquidateurs, dans le respect des prescriptions de l'art. 2487 C.C. Faute d'une dispositions concernant les pouvoirs des liquidateurs on appliquera l'art. 2489 C.C.

25.3 La société peut révoquer l'état de liquidation à tout moment, selon l'art. 2487 C.C. avec les majorités de l'assemblée extraordinaire prévues par les statuts. L'associé en désaccord a le droit de retrait.

25.4 Les dispositions sur les assemblée et sur les organes administratifs et de contrôle sont valables aussi pendant la liquidation.

### **Obligations et instruments financiers divers**

#### **Art. 26.**

26.1 L'émission d'obligations extraordinaires est délibérée par l'organe administratif, alors que l'émission d'obligations convertibles est décidée par l'assemblée extraordinaire.

### **Clause compromissoire**

#### **Art. 27.**

27.1 Les différends entre les associés et entre ceux-ci et la société, même s'ils sont engagés par des administrateurs et des commissaires aux comptes (s'ils sont nommés) ou à leur égard, et liés à des droits disponibles concernant le rapport social, seront tranchés par un comité d'arbitrage comprenant trois membres, tous nommés dans un délai de trente jours à partir de la demande présentée par la partie la plus diligente, par le président de l'Ordre des Experts Comptables de Vicenza.

Les trois arbitres ainsi nommés désignent le président. Si les délais de désignation ne sont pas respectés, c'est-à-dire en cas de désaccord entre tes arbitres nommés dans le choix du président, cette décision sera prise par le président du tribunal de Vicenza, sur demande de la partie la plus diligente.

Le comité d'arbitrage prendra ses décisions à majorité dans un délai de quatre-vingt dix jours depuis son institution, qui seront irrévocablement contraignantes pour les parties, comme arbitrage obligatoire, avec toutes les formalités de procédure et le dépôt de la sentence arbitrale.

On appliquera de toute façon les dispositions du D.L. n.5 du 17.1.2003, notamment les articles 34, 35, 36 même en ce qui concerne les changements de cet article et par conséquent le droit de retrait des associés absents ou en désaccord.

Le comité d'arbitrage décidera l'imputation des coûts de l'arbitrage ou bien toute modalité de répartition de celui-ci.

Les différends pour lesquels la loi prévoit l'intervention obligatoire du ministère public ne peuvent faire l'objet de compromis ou de clause compromissoire.

### Dispositions générales

#### Art. 28.

28.1 Le domicile des associés, dans les rapports entre ces derniers et avec la société, est indiqué dans le registre des associés.

#### Art. 29.

29.1 Pour ce qui n'est pas prévu dans ces statuts on appliquera les normes en matière de société anonyme.

### STATUTO

#### Denominazione - Sede - Durata - Oggetto

##### Art. 1.

1.1 È costituita una Società per Azioni con la denominazione "DITTA BORTOLO NARDINI S.p.A."

##### Art. 2.

2.1 La società ha sede nel Comune di Bassano del Grappa (VI) Ponte Vecchio n.2.

Il Consiglio d'Amministrazione può istituire o sopprimere sedi secondarie, filiali, agenzie, uffici e rappresentanze sia in Italia che all'Estero, e trasferire la sede sociale nel territorio nazionale.

##### Art. 3.

3.1 La durata della società è fissata sino al 31-12-2050 (trentuno dicembre duemilacinquanta).

##### Art. 4.

4.1 La società ha per oggetto: l'esercizio di distilleria, fabbrica liquori;  
commercio di alcolici, superalcolici, bevande di qualsiasi genere;  
pubblici esercizi;  
compravendita e la costruzione di immobili civili, industriali e rustici.

Può altresì esercitare la locazione e la sublocazione di immobili e di ogni altro diritto, anche parziale, sugli immobili; gestire e condurre, sia in proprio che in affitto, aziende agricole, industriali e commerciali di qualsiasi tipo, sia in Italia che all'Estero.

Può comprare, vendere, permutare, gestire in proprio, a scopo di investimento e senza alcuna finalità di collocamento, azioni, quote, partecipazioni in società ed imprese sia in Italia che all'Estero, titoli e valori mobiliari di qualsiasi specie e valuta, fondi di investimento nazionali ed esteri, con esclusione tassativa delle attività riservate alle società di intermediazione mobiliare ai sensi della Legge 1 del 2.1.1991.

Può inoltre assumere rappresentanze o agenzie, con o senza deposito, di ditte nazionali e straniere; assumere partecipazioni in aziende e società di qualsiasi specie, in ogni caso senza finalità di collocamento; rilasciare e costituire garanzie reali, avalli, fidejussioni; fare prestiti ad aziende e società anche nella forma di obbligazioni e mutui, in ogni caso non nei confronti del pubblico e senza svolgere alcuna attività bancaria, assicurativa, di raccolta di risparmio tra il pubblico, di cambio, o comunque riservata alle società di intermediazione mobiliare e a soggetti aventi determinati requisiti in base alle normative vigenti; intrattenere con le medesime rapporti di conto corrente anche infruttifero; compiere ogni altra operazione mobiliare, immobiliare, finanziaria necessaria ed utile al conseguimento dell'oggetto sociale.

#### Capitale sociale - Finanziamenti soci

##### Art. 5.

5.1 Il capitale sociale è di Euro 3.000.000 (tre milioni) interamente versato e suddiviso in nr. 3.000.000 (tre milioni) di azioni del valore nominale di euro 1 (uno) cadauna, nominative e indivisibili.

5.2 Il capitale può essere aumentato mediante emissione sia di nuove azioni che di azioni aventi diritti diversi ai sensi degli artt. 2348 e segg. C.C.; le azioni devono essere offerte in opzione ai soci.

5.3 Il capitale può essere aumentato anche mediante conferimenti in natura e/o passaggio di riserva a capitale.

5.4 La società può emettere obbligazioni anche convertibili in azioni e/o in azioni di società controllate, demandando, di volta in volta, al Consiglio di Amministrazione la determinazione delle modalità di collocamento e di estinzione, osservate le norme di legge.

5.5 In caso di delibera di aumento del capitale sociale ovvero di emissione di obbligazioni convertibili in azioni spetta ai soci il diritto di opzione nonché il diritto di prelazione sulle azioni e/o obbligazioni convertibili eventualmente rimaste inoperte, ai sensi dell'art. 2441 C.C.

#### **Art. 6.**

6.1 I soci potranno eseguire, su richiesta dell'Organo Amministrativo ed in conformità alle disposizioni di carattere fiscale, versamenti in conto per capitale ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico a sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia.

6.2 In caso di versamenti in conto capitale, le relative somme potranno essere utilizzate per la copertura di eventuali perdite ovvero trasferite a diretto aumento del capitale di qualunque importo, e ciò previa conforme delibera dell'assemblea straordinaria.

### **Trasferimento delle azioni**

#### **Art. 7.**

7.1 Le azioni sono trasferibili mortis causa.

La cessione di azioni per atto tra vivi è libera tra azionisti e tra questi ed i loro discendenti in linea retta. In ogni altro caso l'azionista che intenda alienare in tutto o in parte le proprie azioni deve darne notizia, con lettera raccomandata con ricevuta di ritorno, all'Organo Amministrativo, precisando il prezzo della cessione, le modalità di pagamento e le generalità dell'acquirente.

L'Organo Amministrativo, a sua volta, entro dieci giorni, deve dare notizia agli altri azionisti, con lettera raccomandata con ricevuta di ritorno.

Questi ultimi, a parità di condizioni, hanno il diritto di prelazione per l'acquisto delle azioni in vendita e possono rendersene acquirenti in proporzione alle azioni rispettivamente possedute; la prelazione può essere esercitata per la totalità anche da un solo azionista, qualora gli altri rinunzino alla prelazione.

Entro novanta giorni dalla suddetta comunicazione gli azionisti devono comunicare al Consiglio di Amministrazione se intendono esercitare il diritto di prelazione; la scadenza di tale termine senza alcuna risposta si intende quale rinuncia al diritto di prelazione.

In tale ipotesi di trasferimento delle azioni, con effetto nei confronti della società, deve avere luogo a favore del nominativo indicato, entro i trenta giorni successivi. Qualora ciò non avvenga, l'azionista che intenda comunque effettuare la cessione deve ripetere la procedura della prelazione.

### **Assemblee**

#### **Art. 8.**

8.1 L'Assemblea è ordinaria o straordinaria.

L'assemblea degli azionisti, regolarmente costituita, rappresenta l'universalità dei soci e le sue deliberazioni, prese in conformità della legge e del presente statuto, obbligano tutti i suoi soci, anche se assenti o dissenzienti.

8.2 L'assemblea deve essere convocata dall'Organo Amministrativo, anche su domanda dei soci ai sensi dell'art. 2367 C.C.; l'assemblea è convocata presso la sede sociale, ovvero in altro luogo purché in Italia.

8.3 L'Assemblea viene convocata con avviso spedito con lettera raccomandata A.R. fatta pervenire ai soci al domicilio risultante dal libro dei soci e ricevuta dai soci almeno otto giorni prima di quello fissato per l'assemblea.

8.4 Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il luogo, il giorno, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare. Nell'avviso potranno essere previste ulteriori convocazioni ai sensi dell'art. 2369 C.C., sesto comma.

8.5 In mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita in forma totalitaria quando è rappresentato l'intero capitale sociale e partecipa all'assemblea la maggioranza dei componenti degli organi amministrativi e di controllo ai sensi dell'art. 2366 C.C..

8.6 L'assemblea ordinaria viene convocata almeno una volta l'anno entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, salvo proroga a centottanta giorni motivata ex art. 2364 C.C.

#### **Art. 9.**

9.1 L'Assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico o dal Presidente del Consiglio di Amministrazione. In caso di assenza o di impedimento di questi, l'Assemblea sarà presieduta dal Vice Presidente o, in sua assenza, dalla persona eletta con il voto della maggioranza dei presenti. Con la maggioranza da ultimo citata verrà designato il Segretario.

9.2 Spetta al Presidente dell'Assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare i risultati delle votazioni.

#### **Art. 10.**

10.1 Possono intervenire all'assemblea i soci cui spetta il diritto di voto e che alla data dell'assemblea stessa risultino iscritti nel libro soci.

10.2 Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare solo da un altro socio. La rappresentanza deve essere conferita per delega rilasciata ai sensi dell'art. 2372 C.C., che dovrà essere conservata dalla società.

#### **Art. 11.**

11.1 Ogni azione dà diritto ad un voto, salvo il caso in cui siano state create particolari categorie di azioni.

11.2 L'assemblea ordinaria in prima convocazione è validamente costituita quando è rappresentato il 75% (settantacinque per cento) del capitale sociale, e delibera col voto favorevole del 75% (settantacinque per cento) del capitale sociale.

L'assemblea ordinaria in seconda convocazione, è validamente costituita qualunque sia la parte di capitale rappresentato e delibera a maggioranza assoluta del capitale rappresentato in assemblea.

11.3 L'assemblea straordinaria in prima convocazione è validamente costituita con la presenza del 75% (settantacinque per cento) del capitale sociale, e delibera col voto favorevole del 75% (settantacinque per cento) del capitale sociale.

L'assemblea straordinaria in seconda convocazione è regolarmente costituita con la presenza della maggioranza del capitale sociale, e delibera col voto favorevole della maggioranza del capitale sociale.

#### **Art. 12.**

12.1 Le deliberazioni dell'Assemblea saranno fatte risultare da verbale redatto nell'apposito libro sociale e sottoscritto dal Presidente e dal Segretario o dal Notaio.

12.2 Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

12.3 Il verbale dell'assemblea straordinaria deve essere redatto da un notaio.

### **Amministrazione**

#### **Art. 13.**

13.1 La società può essere amministrata:

a) da un Amministratore Unico

b) da un Consiglio di Amministrazione composto da più membri, da un minimo di tre ad un massimo di sette, secondo il numero esatto che verrà determinato in occasione della nomina.

13.2 La nomina degli amministratori spetta all'assemblea ordinaria dei soci.

13.3 Gli amministratori potranno essere anche non soci. Non possono essere nominati alla carica di Amministratore e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2382 C.C.

#### **Art. 14.**

14.1 Gli Amministratori non possono essere nominati per un periodo superiore a tre esercizi e scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica; in mancanza di qualsiasi precisazione al riguardo gli amministratori si intendono nominati per il periodo massimo corrispondente a tre esercizi.

Gli Amministratori sono rieleggibili.

14.2 Gli amministratori sono revocabili dall'assemblea in qualunque tempo, salvo il diritto dell'amministratore al risarcimento dei danni, se la revoca avviene senza giusta causa.

14.3 Se vengono a mancare uno o più amministratori, gli altri provvedono a sostituirli con deliberazione approvata dal collegio sindacale, purché la maggioranza sia sempre costituita da amministratori nominati dall'assemblea. Gli amministratori così nominati restano in carica fino alla successiva assemblea.

Se viene meno la maggioranza degli amministratori nominati dall'assemblea, quelli rimasti in carica devono convocare l'assemblea perché provveda alla sostituzione dei mancanti. Gli amministratori nominati ai sensi del comma precedente scadono insieme con quelli in carica all'atto della loro nomina.

14.4 Se vengono a cessare l'amministratore unico o tutti gli amministratori, l'assemblea per la nomina del nuovo Organo Amministrativo deve essere convocata d'urgenza dal Collegio Sindacale, il quale può compiere nel frattempo gli atti di ordinaria amministrazione.

14.5 La cessazione degli Amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo Organo Amministrativo è stato ricostituito.

#### **Art 15.**

15.1 Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione questo:

a) elegge fra i suoi membri un Presidente, se questi non è nominato dai soci in occasione della nomina, ed eventualmente anche un Vicepresidente che sostituisca il Presidente nei casi di assenza o di impedimento, nonché un segretario anche estraneo;

b) viene convocato dal Presidente ogni qualvolta lo ritenga opportuno o ne sia fatta domanda motivata da almeno due componenti del Consiglio o del Collegio Sindacale; la convocazione avviene mediante avviso spedito con lettera, ovvero con fax o posta elettronica almeno cinque giorni prima dell'adunanza e in caso di urgenza con telegramma, con fax o posta elettronica da spedirsi almeno un giorno prima, nei quali vengono fissate la data, il luogo e l'ora della riunione nonché l'ordine del giorno.

c) Si raduna presso la sede sociale o altrove, purché in Italia.

15.2 Le adunanze del Consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i Consiglieri in carica ed i Sindaci.

15.4 Il Consiglio di Amministrazione viene presieduto dal Presidente o, in caso di assenza o di impedimento dello stesso, dal Vice-Presidente.

In caso di assenza o impedimento di entrambi, il Consiglio sarà presieduto dal Consigliere designato da quelli intervenuti. Il Consiglio è validamente costituito con la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica e le sue deliberazioni sono prese con il voto favorevole della maggioranza dei presenti. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

15.5 Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione adottate ai sensi del presente articolo sono constatate da verbale sottoscritto dal Presidente e dal segretario; detto verbale, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, nel Libro delle Adunanze e delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione.

#### **Art. 16.**

16.1 L'Organo Amministrativo ha tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, esclusi quelli che la legge riserva espressamente all'assemblea dei soci.

16.2 Nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri a norma e con i limiti di cui all'art. 2381 c.c. ad un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti ovvero ad uno o più dei propri componenti, anche disgiuntamente. Il Comitato esecutivo ovvero l'Amministratore o gli Amministratori delegati, potranno compiere tutti gli atti di ordinaria e straordinaria amministrazione, che risulteranno dalla delega conferita dal Consiglio di Amministrazione.

16.3 L'Organo Amministrativo può nominare direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

#### **Art. 17.**

17.1 La rappresentanza della società spetta all'Amministratore Unico o al Presidente del Consiglio di Amministrazione, o nei casi di assenza o di impedimento di quest'ultimo, al Vicepresidente.

17.2 La rappresentanza sociale spetta inoltre:

- agli eventuali amministratori delegati, nei limiti della rispettiva delega;
- ai direttori, agli institori ed ai procuratori nei limiti dei poteri determinati dall'Organo Amministrativo nell'atto di nomina.

#### **Art. 18.**

18.1 Agli Amministratori, oltre al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni, possono essere assegnati i compensi che saranno stabiliti dall'assemblea all'atto della nomina, o con apposita delibera, anche sotto forma di partecipazione agli utili.

18.2 All'Organo Amministrativo potrà altresì essere attribuito, con le stesse modalità, a titolo di compenso, il diritto alla percezione di un'indennità di fine mandato da costituirsi mediante accantonamenti annuali ovvero mediante apposita polizza assicurativa.

### **Organi di controllo**

#### **Art. 19.**

19.1 Il controllo contabile è esercitato dal collegio sindacale costituito da revisori contabili iscritti nel registro istituito presso il ministero della giustizia. Qualora la società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato il controllo contabile sarà esercitato da un revisore contabile o da una società di revisione iscritti nel registro di cui sopra.

Il Collegio Sindacale svolge tutte le attività di cui all'art. 2403, con tutte le facoltà, i doveri e le modalità previste dalla legge.

#### **Art. 20.**

20.1 Il Collegio Sindacale si compone di tre membri effettivi e di due supplenti, conformemente al disposto dell'art. 2397 C.C.

20.2 I Sindaci sono rieleggibili.

La nomina, la durata, la revoca, la sostituzione dei Sindaci, la efficacia e le modalità delle stesse sono disciplinate dal Codice Civile.

20.3 Non possono essere nominati alla carica di Sindaco e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2399 C.C.

20.4 La retribuzione annuale dei Sindaci è determinata dall'assemblea dei soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

20.5 Il Collegio Sindacale deve riunirsi almeno ogni novanta giorni. Per le modalità di convocazione del Collegio si applicano le disposizioni per le convocazioni del Consiglio di Amministrazione del precedente art. 15.1 sub b) e sub c).

Sono comunque valide le adunanze del Collegio Sindacale e le sue deliberazioni, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i Sindaci effettivi in carica.

20.6 Il Collegio Sindacale è regolarmente costituito con la presenza della maggioranza dei Sindaci e delibera a maggioranza assoluta dei presenti.

20.7 Delle riunioni del collegio deve redigersi verbale, che deve essere trascritto nel relativo libro e sottoscritto dagli intervenuti. Il sindaco dissenziente ha diritto di fare iscrivere a verbale i motivi del proprio dissenso.

20.8 I Sindaci devono assistere alle assemblee dei soci, alle adunanze del Consiglio di Amministrazione ed alle riunioni dell'eventuale Comitato Esecutivo.

### **Recesso del socio**

#### **Art. 21.**

21.1 I soci hanno diritto di recedere, per tutte o parte delle loro azioni, in tutti i casi previsti dalla legge e con le modalità previste dagli artt. 2437 C.C. e seguenti.

#### **Art. 22.**

22.1 Il rimborso delle azioni per cui è stato esercitato il diritto di recesso deve essere eseguito entro il termine massimo di centottanta giorni dalla comunicazione del recesso medesimo fatta alla società, salvo venga deliberato lo scioglimento della società.

### **Bilancio e destinazione degli utili**

#### **Art. 23.**

23.1 Gli esercizi sociali si chiudono al 31 (trentuno) dicembre di ogni anno.

23.2 Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'Organo Amministrativo provvede alla redazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

23.3 Il bilancio deve essere approvato con delibera dell'assemblea ordinaria entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero entro centottanta giorni in caso di bilancio consolidato e qualora particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società lo richiedano: in quest'ultimo caso peraltro gli amministratori devono segnalare le ragioni della dilazione nei modi previsti dall'art. 2364 C.C.

#### **Art. 24.**

24.1 L'assemblea degli azionisti, su proposta del Consiglio di Amministrazione, delibera sulla distribuzione dell'utile netto, ferma restando la quota del 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

### **Scioglimento e liquidazione**

#### **Art. 25.**

25.1 Lo scioglimento anticipato volontario della società è deliberato dall'Assemblea straordinaria dei soci.

25.2 In tutti i casi di scioglimento previsti dall'art. 2484 C.C. ovvero da altre disposizioni di legge o del presente Statuto, l'Assemblea provvede alla nomina dei liquidatori ed alle determinazioni previste dall'art. 2487 C.C.

In mancanza di alcuna disposizione in ordine ai poteri dei liquidatori si applica la disposizione dell'art. 2489 C.C.

25.3 La società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, ai sensi dell'art. 2487 C.C., con le maggioranze dell'Assemblea straordinaria previste dallo statuto. Al socio dissenziente spetta il diritto di recesso.

25.4 Le disposizioni sulle assemblee e sugli organi amministrativo e di controllo si applicano, in quanto compatibili, anche durante la liquidazione.

### **Obbligazioni e strumenti finanziari diversi**

#### **Art. 26.**

26.1 L'emissione di obbligazioni ordinarie è deliberata dall'Organo Amministrativo, mentre l'emissione di obbligazioni convertibili è deliberata dall'assemblea straordinaria.

### **Clausola compromissoria**

#### **Art. 27.**

27.1 Le controversie nascenti fra i soci p fra i soci e la società, anche se promosse da amministratori e sindaci (se nominati) ovvero nei loro confronti e che abbiano per oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, saranno decise

da un Collegio Arbitrale, composto da tre membri tutti nominati, entro trenta giorni dalla richiesta fatta dalle parte più diligente, dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti di Vicenza.

I tre arbitri così nominati provvederanno a designare il Presidente. Nel caso di mancata nomina nei termini ovvero in caso di disaccordo tra gli arbitri nominati nella scelta del Presidente, vi provvederà, su istanza della parte più diligente, il Presidente del Tribunale di Vicenza.

Il Collegio arbitrale delibererà a maggioranza entro novanta giorni dalla costituzione, in modo irrevocabilmente vincolativo per le parti, come arbitro rituale, con tutte le formalità di procedura e con l'obbligo del deposito del lodo.

Si applicano comunque le disposizioni di cui al D.L. n. 5 del 17.1.2003 ed in particolare gli artt. 34, 35, 36, anche per quanto riguarda le modificazioni del presente articolo ed il conseguente diritto di recesso dei soci assenti o dissenzienti.

Il Collegio Arbitrale stabilirà a chi farà carico il costo dell'arbitrato o le eventuali modalità di ripartizione dello stesso.

Non possono essere oggetto di compromesso o di clausola compromissoria le controversie nelle quali la legge preveda l'intervento obbligatorio del Pubblico Ministero.

### Disposizioni generali

#### Art. 28.

28.1 Il domicilio dei soci, nei rapporti con la società o tra di loro, è quello che risulta dal libro dei soci.

#### Art. 29.

29.1 Per quanto non previsto nel presente statuto valgono le norme di legge in materia di società per azioni.

#### *Avertissement concernant les modalités d'exercice des droits des créanciers*

Conformément à l'article 268 de la loi Luxembourgeoise telle que modifiée, les créanciers des sociétés qui fusionnent dont la créance est antérieure à la date de la publication des actes constatant la fusion prévue par l'article 273 de la loi luxembourgeoise peuvent, dans les deux mois de cette publication, demander la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues au Président de la Chambre du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale, en référé, dans le cas où l'opération de fusion réduirait le gage de ces créanciers.

Les créanciers de la Société Absorbée peuvent obtenir gratuitement des informations complémentaires et exhaustives sur les modalités d'exercice de leurs droits au siège social de celle-ci.

Signature.

Référence de publication: 2011127952/811.

(110146973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2011.

---

#### **BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 27.605.

Le Règlement de Gestion de BNP PARIBAS PRIVATE REAL ESTATE FUND OF FUNDS a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2011.

Pour extrait sincère et conforme

POUR BNP PARIBAS PRIVATE REAL ESTATE FUND OF FUNDS

BNP PARIBAS INVESTMENT PARTNERS LUXEMBOURG

Bernard WESTER / Nathalie MORONI

Référence de publication: 2011095733/15.

(110108433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2011.

---

#### **Parcadia Asset Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 71.693.

The management regulations with respect to the fund Piraeus Green Focus Fund - Annual Protection 90 have been filed with the Luxembourg Trade and Companies Register.

Le règlement de gestion concernant le fonds commun de placement Piraeus Green Focus Fund - Annual Protection 90 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PARCADIA ASSET MANAGEMENT S.A.

Signature

Référence de publication: 2011102789/14.

(110117256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

---

**Wallberg Blackstar African Fund, Fonds Commun de Placement.**

Rectificatif du règlement de gestion du 18 juillet 2011, déposé le 15/06/2011, n ° L110092479 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juillet 2011.

Wallberg Invest S.A.

Référence de publication: 2011103832/11.

(110117687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2011.

---

**Wallberg Blackstar - Global Emerging Bond Fund, Fonds Commun de Placement.**

Rectificatif du règlement de gestion du 18 juillet 2011, déposé le 15/06/2011, n ° L110092478 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juillet 2011.

Wallberg Invest S.A.

Référence de publication: 2011103833/10.

(110117688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2011.

---

**Generali VermögensStrategie, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Generali VermögensStrategie modifié au 30 juin 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Generali Fund Management S.A.

Signature

Référence de publication: 2011104973/10.

(110119386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2011.

---

**Generali Komfort, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion modifié au 30 juin 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Generali Fund Management S.A.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011104974/10.

(110119394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2011.

---

**Andbanc Asset Management Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 147.174.

L'acte modificatif du Règlement de Gestion de ASTRA entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg, le 27 juillet 2011.

ANDBANC ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2011109820/13.

(110125598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2011.

---

#### **Total Return Protect, Fonds Commun de Placement.**

Das Verwaltungsreglement des Total Return Protect wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im Juni 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011105945/10.

(110121352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2011.

---

#### **LUX J1 Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Le règlement de gestion de LUX J1 Fund a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2011.

MUGC LUX MANAGEMENT S.A.

Référence de publication: 2011124332/9.

(110143262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2011.

---

#### **Ceros Fund, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de Ceros Fund modifié au 1<sup>er</sup> juillet 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, juillet 2011.

IPConcept Fund Management S.A.

Signature

Référence de publication: 2011125949/11.

(110144801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2011.

---

#### **FT II, Fonds Commun de Placement.**

Das mit Wirkung vom 30. September 2011 gültige Verwaltungsreglement 09/2011 des spezialisierten Investmentfonds (SIF) FT II wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 05.09.2011.

FRANKFURT-TRUST Invest Luxemburg AG

Anell / Förster

Référence de publication: 2011126282/11.

(110144903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2011.

---

#### **Rosalia AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 81.655.

#### **RECTIFICATIF**

Il y a lieu de rectifier comme suit la publication, dans le Mémorial C n<sup>o</sup> 2014 du 31 août 2011, page 96665, d'une assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2011 de la société Rosalia AG:

La deuxième phrase du 4<sup>e</sup> paragraphe:

"Der Vorsitzende bestimmt beruflich zum S ansässig in sekretär und Stimmzähler, Herrn Jérôme beruflich ansässig

in Esch/Alzette. SCHMIT, Angestellter,"

devient un 5<sup>e</sup> paragraphe et doit être remplacée par le texte suivant:

"Der Vorsitzende bestimmt zum Sekretär und Stimmenzähler, Herrn Jérôme SCHMIT, Angestellter, beruflich ansässig in Esch/Alzette."

Référence de publication: 2011126792/15.

---

**Erisider Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 17, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 98.109.

L'an deux mille onze, le cinq août.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme luxembourgeoise, dénommée ERISIDER LUX S.A., ayant son siège à L-1325 Luxembourg, 17, rue de la Chapelle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 98109,

au capital social de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trois mille cent (3.100) actions de dix euros (EUR 10,-) chacune, entièrement libérées;

constituée suivant acte reçu le 17 décembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial C») numéro 144 du 4 février 2004 et dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

L'assemblée est présidée par Monsieur Eddy DONADELLO, comptable, demeurant à B 5190 Jemeppe-Sur-Sambre.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Carine GRUNDHEBER, employée privée, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg.

L'assemblée désigne comme scrutateur Monsieur Gerdy ROOSE, conseiller fiscal, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant.

Ensuite le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que toutes les actions représentatives de l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

*Ordre du jour*

**1. PRESENTATION:**

A: du projet de fusion daté du 13 juin 2011 prévoyant l'absorption de notre Société par la société par actions à actionnaire unique soumise à l'activité de direction et de coordination de Riva Fire S.p.A. dénommée Riva Acciaio S.P.A., ayant son siège statutaire et administratif à Milan, viale Certosa 249, code fiscal et numéro d'inscription auprès du Registre des Entreprises de Milan: 08521290158 (ci-après nommée la société absorbante),

la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de notre société à la société absorbante, ledit projet de fusion ayant été publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 1457 du 4 juillet 2011, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée;

B: des rapports écrits des conseils d'administration des sociétés fusionnantes, expliquant et justifiant du point de vue juridique le projet de fusion.

2. CONSTATATION de l'exécution des obligations résultant de l'article 267 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée et de la renonciation, de l'unanimité des actionnaires, aux rapports d'experts conformément à l'article 266(5) de la loi sur les sociétés commerciales.

3. APPROBATION du projet de fusion du 13 juin 2011 publié au Mémorial C n°1457 du 4 juillet 2011 et décision de réaliser la fusion par absorption de notre Société par la société par actions de droit italien dénommée Riva Acciaio S.P.A., ayant son siège statutaire et administratif à Milan, viale Certosa 249, code fiscal et numéro d'inscription auprès du Registre des Entreprises de Milan: 08521290158, aux conditions prévues par le projet de fusion, et plus particulièrement adoption de l'objet social de la société absorbante, lequel se lit en langue italienne comme suit:

"La società ha per oggetto lo svolgimento delle seguenti attività:

- a) la produzione e la lavorazione di ferro ed acciaio in lingotti, bramme, billette, laminati mercantili, trafilati, pelati, rettificati, travi, tondo per cemento armato, vergella, tele e reti elettrosaldate sia di tipo comune che di qualità speciali, nonché le lavorazioni metalliche in genere e la lavorazione di prodotti siderurgici od affini;
- b) l'esercizio, sotto qualsiasi forma, anche mediante affitto d'azienda, di ogni industria siderurgica, metallurgica, mineraria, nonché delle industrie complementari ed accessorie, ausiliarie ed affini, nonché la prestazione sotto qualunque forma e veste di attività di studio, progettazione, direzione lavori, collaudo e messa in marcia, avviamento, gestione, esercizio, manutenzione di macchinari e stabilimenti siderurgici e l'attività di assistenza e l'addestramento del personale per terzi;
- c) il commercio in genere dei prodotti tutti delle industrie suaccennate e loro derivati, anche se fabbricati da altri;
- d) l'espletamento di ricerche ed esperienze scientifiche e tecniche sia direttamente che indirettamente applicate all'industria siderurgica e meccanica; l'acquisizione e la cessione di brevetti e di know-how nonché la richiesta e l'acquisto di concessioni governative per l'espletamento delle proprie attività;
- e) l'acquisto, la vendita, la permuta, la conduzione, la gestione, la lottizzazione, la costruzione e la locazione non finanziaria di beni immobili.

In via accessoria al conseguimento dell'oggetto sociale, la società può, inoltre, compiere, in via non prevalente, tutte le operazioni commerciali, industriali, ivi comprese le attività di autosmaltimento dei rifiuti industriali comunque rivenienti dall'attività produttiva, finanziarie, mobiliari ed immobiliari necessarie e strettamente connesse al conseguimento dell'oggetto sociale: potrà pertanto assumere interessenze, quote e partecipazioni, anche azionarie, in altre società o imprese aventi scopi affini o analoghi o comunque connessi al proprio, sia direttamente che indirettamente nei limiti consentiti dalla Legge, prestare fidejussioni ed avalli, concedere garanzie anche reali nell'interesse proprio e di società partecipate, controllanti, o collegate ai sensi dell'art. 2359 del c.c. e controllate da una stessa controllante e comunque facenti parte del medesimo gruppo; sono fatte salve le riserve di attività previste dalla legge ed è espressamente escluso lo svolgimento delle attività finanziarie nei confronti del pubblico.

Tali attività potranno essere esplicate sia in Italia che all'estero."

Traduit comme suit en langue française:

«La société a pour objet les activités suivantes:

- a) la production et la transformation de lingots de fer et d'acier, de brames, billettes, barres laminées, tréfilées, pelées, moulues, poutres, treillis d'armature pour béton, fil machine, et le tissu soudé à l'arc, de type commun de qualités spéciales, le travail des métaux en général et la fabrication de l'acier ou similaires;
- b) l'exercice, sous quelque forme, y compris par les entreprises de location, de toute industrie sidérurgique, métallurgique, minière ainsi que des industries complémentaires et auxiliaires, de produits auxiliaires et connexes, et la mise à disposition sous quelque forme de toute activité de recherche, de supervision de la construction de conception, test et mise en service, la gestion, l'exploitation et l'entretien des machines et des usines d'acier et de l'assistance et une formation du personnel pour des tiers;
- c) le commerce des produits de tous types d'industries mentionnées ci-avant et leurs dérivés, même s'ils sont fabriqués par des tiers;
- d) la réalisation de la recherche et l'expérience scientifique et technique, directement et indirectement appliquée à l'acier et à l'ingénierie, l'acquisition et la vente de brevets et de savoir-faire ainsi que la demande et l'achat de concessions pour le gouvernement pour l'exercice de ses propres activités;
- e) l'achat, la vente, l'échange, l'exploitation, la gestion, le développement du logement, la construction et la location non financière de biens immobiliers.

Comme accessoire à la réalisation de ses objets, la société peut également procéder à toutes opérations commerciales, industrielles, y compris les activités d'auto-traitement de déchets industriels découlant des activités de production, financières, mobilières et nécessaires de l'immobilier et étroitement liée à la réalisation des intérêts sociaux, elle pourra prendre des participations, y compris les actions d'autres sociétés ou entreprises ayant des objectifs similaires ou connexes ou en aucune façon relié à son propre, soit directement ou indirectement dans la mesure permise par la loi, fournir des garanties et cautions, garanties accordées pour elle-même et aussi pour des filiales réelles, parentes ou liées à l'art. 2359 du Code civil et contrôlées par un seul parent et encore appartenant au même groupe, ils sont soumis à la réservation des activités prévues par la loi et est expressément exclue de la détention d'actifs financiers au public.

Ces activités peuvent être exercées aussi bien en Italie qu'à l'étranger.»

4. DECHARGE à accorder aux administrateurs et commissaires de notre Société pour l'exécution de leurs mandats respectifs ainsi qu'à l'expert indépendant.

5. DETERMINATION du lieu de conservation pendant le délai légal des documents sociaux de notre Société.

6. Divers.

le tout sous la condition suspensive de l'approbation du même projet de fusion et de la réalisation de cette fusion aux conditions prévues par le dit projet de fusion par la société absorbante, c.à.d. à la date de l'Inscription de fusion au registre de commerce de la société absorbante.

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité et par vote séparé, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée des actionnaires constate que le conseil d'administration lui a présenté:

A: le projet de fusion daté du 13 juin 2011 prévoyant l'absorption de notre Société par la société par actions à actionnaire unique soumise à l'activité de direction et de coordination de RIVA FIRE S.P.A. dénommée RIVA ACCIAIO S.P.A. ayant son siège statutaire et administratif à Milan, viale Certosa 249, numéro d'inscription auprès du Registre des Entreprises de Milan: 08521290158 (ci-après nommée la société absorbante),

la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de notre société à la Société absorbante, ledit projet de fusion ayant été publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 1457 du 4 juillet 2011, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 tel que modifiée;

et dont une copie reste annexée, après signature ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, au présent acte.

B: les rapports écrits des conseils d'administration des sociétés fusionnantes, expliquant et justifiant du point de vue juridique le projet de fusion.

Une copie de ces rapports, après signature ne varietur par les comparants et le notaire, restera annexée au présent acte.

L'assemblée, réunissant l'ensemble des actionnaires, déclare que tous les documents requis par l'article 267 de la loi sur les sociétés telle que modifiée, ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social de notre Société, soit en original soit en projet.

Intervient ensuite Monsieur Eddy DONADELLO, agissant en tant que représentant de tous les actionnaires de la Société, lequel déclare que tous les actionnaires des sociétés qui fusionnent ont renoncé expressément au rapport d'experts visés par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 tel que permis par l'article 266(5) de cette même loi.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée approuve le projet de fusion du 13 juin 2011, publié au Mémorial C n°1457 du 4 juillet 2011 et décide de réaliser la fusion par absorption de notre Société par la susdite société par actions à actionnaire unique soumise à l'activité de direction et de coordination de RIVA FIRE S.P.A. dénommée RIVA ACCIAIO S.P.A., aux conditions prévues par le projet de fusion, et plus particulièrement adoption de l'objet social de la société absorbante, lequel est repris ci-avant dans l'ordre du jour de la présente assemblée.

La société absorbée est détenue à concurrence de 25 % par la société absorbante et les 75% restants du capital de la société absorbée sont détenus par RIVA FIRE SPA, qui contrôle entièrement la société absorbante

Dans ce contexte, considérant que tant la société absorbée ERISIDER LUX S.A. que la société absorbante RIVA ACCIAIO S.P.A. sont, directement ou indirectement, entièrement détenues par la société mère du Groupe Riva, c'est-à-dire RIVA FIRE SPA, ayant son siège à Milan, viale Certosa 249, code fiscal et numéro d'inscription auprès du Registre des Entreprises de Milan: 03472050156, les dispositions de l'article 5, points (b), (c) et (e), 8 et 14 paragraphe 1 point (b) de la Directive 2005/56/CE (ci-après dénommée la "Directive") ne s'appliquent pas, en l'espèce, au sens de l'article 15, paragraphe premier de la Directive et, par conséquent, les dispositions de l'article 278 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 et de l'article 2505 du Code Civil Italien s'appliquent à la présente fusion. Celle-ci n'entraîne donc aucune augmentation du capital social de la société absorbante ni la détermination d'un rapport d'échange, ni aucun type d'ajustement

La fusion aura pour conséquence que tous les actifs et passifs de notre Société seront transférés à la société absorbante avec dissolution sans liquidation de notre Société comme suite de la fusion.

#### *Troisième résolution*

Conformément à la directive 2005/56/CE, aux fins fiscales et de l'imputation comptable des opérations de la société absorbée au bilan de la société absorbante, la législation italienne est d'application en tant que législation de la société issue de la fusion. Par conséquent, aux termes respectivement de l'art. 172, alinéa 9, de l'art. 178 et de l'art. 179, du D.P.R. n°917 du 22 décembre 1986 et de l'art. 2504-bis du code civil italien, les effets comptables et les effets fiscaux de la fusion prendront effet à partir du jour où la fusion produira ses effets réels, par l'inscription au registre de commerce de la société absorbante.

En vertu de l'article 5 (l) de la Directive, de l'article 261 (4) e) de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915, ainsi que de l'article 2501 quater du Code Civil Italien, la fusion sera réalisée sur base des bilans de la société absorbée et de la société absorbante relatifs aux exercices clôturés au 31 décembre 2010.

103709

*Déclaration*

En conformité avec l'article 271 de la loi sur les sociétés telle que modifiée, le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société absorbée et du projet de fusion, ainsi que les conseils d'administration des sociétés qui fusionnent ont approuvé le projet de fusion dans les mêmes termes.

*Quatrième résolution*

L'assemblée accorde décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide de conserver, pendant le délai de 5 ans, les documents sociaux de la Société, au siège de la société absorbante.

L'assemblée donne pouvoir à chacun des actuels administrateurs de la société absorbante, afin d'accomplir, au nom de la société absorbée, toutes les formalités requises dans le cadre de la fusion.

*Clôture*

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président prononce la clôture de l'assemblée.

*Frais*

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société suite aux résolutions prises à la présente assemblée, est estimé à environ EUR 3.000,-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu en langue française aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: E. DONADELLO, C. GRUNDHEBER, G. ROOSE, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 9 août 2011, RED/2011/1695: Reçu soixante-quinze Euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

- Pour copie conforme - délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 10 août 2011.

Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2011127953/189.

(110146977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2011.

---

**Komiton S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 35.146.

Les comptes annuels au 31/03/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 JUIL. 2011.

Pour: KOMITON S.A., Société de Gestion de Patrimoine Familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille WAGNER / Lionel ARGENCE-LAFON

Référence de publication: 2011103177/16.

(110117362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

---

**Kamakura S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2160 Luxembourg, 2-4, rue Münster.

R.C.S. Luxembourg B 26.276.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20/07/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011103178/10.

(110117107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

---

**Kopa Finances S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3871 Schifflange, 12, rue de la Paix.

R.C.S. Luxembourg B 142.087.

—  
Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20/07/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011103179/10.

(110117089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

**Lara JV Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 124.317.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Martin Eckel

*Mandataire*

Référence de publication: 2011103180/11.

(110117356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

**Lara JV Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 124.317.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Martin Eckel

*Mandataire*

Référence de publication: 2011103181/11.

(110117361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

**Lara JV Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 124.317.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Martin Eckel

*Mandataire*

Référence de publication: 2011103182/11.

(110117366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

**Le Delage S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 110.845.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011103183/10.

(110117044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

**Lion Residential Holdings S. à r. l., Société à responsabilité limitée de titrisation.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.  
R.C.S. Luxembourg B 125.266.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011103184/10.

(110117397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

---

**LNR Arman S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 125.000,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 86.291.

*Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 22 mars 2011*

L'Associé Unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

\* Monsieur John GRIFF de sa fonction de Gérant et ce avec effet au 31 décembre 2011.

Luxembourg, le 20 juillet 2011.

Pour extrait analytique conforme  
Jan Willem Overheul  
Gérant

Référence de publication: 2011103185/16.

(110117141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

---

**LNR Euro CMBS S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 125.000,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 89.169.

*Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 22 mars 2011*

L'Associé Unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

\* Monsieur John GRIFF de sa fonction de Gérant et ce avec effet au 31 décembre 2011.

Luxembourg, le 20 juillet 2011.

Pour extrait analytique conforme  
Jan Willem Overheul  
Gérant

Référence de publication: 2011103187/16.

(110117160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

---

**LNR UK CMBS S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 125.000,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 89.170.

*Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 22 mars 2011*

L'Associé Unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

\* Monsieur John GRIFF de sa fonction de Gérant et ce avec effet au 31 décembre 2011.

Luxembourg, le 20 juillet 2011.  
Pour extrait analytique conforme  
Jan Willem Overheul  
Gérant

Référence de publication: 2011103188/16.

(110117144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

**LOD S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 151.314.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011103189/10.

(110117673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

**Lux Animation SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-9647 Doncols, 6, Chemin des Douaniers.

R.C.S. Luxembourg B 96.514.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011103190/10.

(110117783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

**Forst Invest - Waldfonds S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

R.C.S. Luxembourg B 161.873.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendelf, den vierzehnten Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Alex WEBER, mit dem Amtswohnsitz in Niederkerschen.

IST ERSCHIENEN:

1.- „Forst Invest“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend nach dem luxemburgischen Recht, mit Sitz in 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg, noch nicht registriert beim Handelsregister Luxemburg,

hier vertreten durch ihre zwei Geschäftsführer:

- a) Herr Nils WEBER, nachfolgend genannt;
- b) Herr Dr. Carsten ZIELKE, nachfolgend genannt.

2.- Herr Nils WEBER, Geschäftsführer, geboren in Hamburg (Deutschland) am 24. April 1966, wohnhaft in D-82211 Herrsching, Panoramastrasse, 21C.

3.- Herr Dr. Carsten ZIELKE, Geschäftsführer, geboren in Wuppertal (Deutschland) am 25. März 1968, wohnhaft in D-60329 Frankfurt am Main, Untermainkai, 21A.

Die erschienenen Parteien haben, zum Zwecke der Gründung einer Kommanditgesellschaft auf Aktien, den beurkundenden Notar ersucht, die Gründungsurkunde sowie die nachfolgende Satzung (die „Satzung“) zu beurkunden:

**Kapitel I. Bezeichnung - Dauer - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck**

**Art. 1. Firma.** Hiermit wird von den Zeichnenden und all denjenigen, die zukünftig Inhaber der hiernach zu begebenden Geschäftsanteile werden, eine Kommanditgesellschaft auf Aktien, eine Kapitalanlagegesellschaft mit variablem Kapital in Form eines spezialisierten Investmentfonds unter der Bezeichnung „FORST INVEST - WALDFONDS S.C.A. SICAV-SIF“ (nachfolgend die „Gesellschaft“) gegründet.

**Art. 2. Dauer.** Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet. Der Komplementär kann jedoch Teilfonds (jeweils ein „Teilfonds“ und zusammen die „Teilfonds“) errichten, deren Dauer für eine bestimmte oder eine unbestimmte



Zeit sein kann, wie im Verkaufsdokument der Gesellschaft, in seiner jeweils gültigen Fassung und von Zeit zu Zeit ergänzt, zusammen mit den Anhängen in Bezug auf die Teilfonds, nachfolgend das „Memorandum“, dokumentiert.

**Art. 3. Gesellschaftssitz.** Der Gesellschaftssitz ist in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann innerhalb der Gemeinde Luxemburg aufgrund eines Beschlusses des Komplementärs der Gesellschaft (der „Komplementär“) und in jede andere Gemeinde innerhalb des Großherzogtums Luxemburg aufgrund eines Beschlusses der Anteilhaberversammlung der Gesellschaft verlegt werden. Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Büros können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland aufgrund einer Entscheidung des Komplementärs errichtet werden.

Sollten nach Ansicht des Komplementärs außergewöhnliche politische und/oder militärische Ereignisse vorliegen oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die ungestörte Kommunikation zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann der Sitz bis zur vollständigen Behebung dieser ungewöhnlichen Umstände zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

**Art. 4. Gesellschaftszweck.** Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage der zur Verfügung stehenden Gelder in Waldgrundstücke, grundstücksgleiche Rechte sowie andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Anteilhabern der Gesellschaft die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann im weitesten Sinn und entsprechend dem geänderten Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das „SIF Gesetz“) jegliche Maßnahme ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes als nützlich erachtet.

**Art. 5. Haftung der Gesellschaft.** Der Komplementär haftet für sämtliche Verbindlichkeiten, die die Gesellschaft nicht aus ihrem Vermögen bezahlen kann. Die Anteilhaber haben keinerlei Vertretungsbefugnisse im Zusammenhang mit der Gesellschaft und können ihre Inhaberrechte einzig im Rahmen der Anteilhaberversammlung ausüben. Sie haften Dritten gegenüber nur in Höhe ihrer Einlage in einen oder mehrere Teilfonds. Der Komplementär (associé gérant commandité) und die Anteilhaber (associés commanditaires) sind in dieser Satzung zusammen als „Gesellschafter“ bezeichnet.

## **Kapitel II. Gesellschaftskapital - Anteile - Nettoinventarwert**

### **Art. 6. Gesellschaftskapital - Anteilklassen - Teilfonds.**

(1) Das Gesellschaftskapital wird durch Anteile vertreten und entspricht, wie in Artikel 12 dieser Satzung vorgesehen, zu jeder Zeit dem gesamten Nettovermögen der Gesellschaft.

Im Einklang mit Artikel 27 des SIF Gesetzes, darf das gezeichnete Kapital der Gesellschaft, einschließlich der Ausgabepremien, sofern vorhanden, nicht niedriger als eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) sein. Dieses Minimum muss innerhalb einer Frist von zwölf (12) Monaten ab der Zulassung der Gesellschaft erreicht werden.

Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) und ist in einunddreißig (31) Anteile ohne Nennwert eingeteilt, die vollständig eingezahlt wurden.

(2) Das Kapital der Gesellschaft wird wie folgt vertreten:

(i) „Managementanteil“: ein (1) Managementanteil der vom Komplementär gezeichnet wurde, der unbegrenzt für die Gesellschaft haftet (associé gérant commandité);

(ii) „Anteile“: dreißig (30) Anteile außer dem Managementanteil, die von den Anteilhabern der Gesellschaft (associés commanditaires) gezeichnet wurden oder werden.

Der Komplementär ist ohne Beschränkung ermächtigt, jederzeit weitere volleingezahlte Anteile auszugeben. Dabei braucht er den bestehenden Anteilsinhabern kein Zeichnungsvorrecht für die auszugebenden Anteile einzuräumen. Der Komplementär kann Inhaberbeschränkungen für die Anteile festlegen. Zudem kann die Gesellschaft, nach freiem Ermessen, Zeichnungsanträge für Anteile ganz oder teilweise zurückweisen.

Die Einnahmen der Ausgabe einer Anteilkategorie in einem Teilfonds werden im Einklang mit der vom Komplementär festgelegten Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds und im Rahmen der Vorschriften betreffend die Risikodiversifizierung investiert wie im jeweiligen Anhang des Memorandums dargelegt.

Um den Gesamtwert des jeweiligen Teilfondsvermögens zu ermitteln, wird das Nettovermögen, das einer Anteilkategorie des jeweiligen Teilfonds zuzurechnen ist, sofern es nicht in Euro ausgedrückt ist, in Euro umgerechnet und das Gesamtvermögen entspricht der Summe des Nettovermögens aller Anteilklassen eines jeweiligen Teilfonds.

(3) Ein separates Portfolio von Vermögensgegenständen wird für jeden Teilfonds gehalten und im Einklang mit den Anlagezielen des jeweiligen Teilfonds angelegt, wie in dem jeweiligen Anhang des Memorandums vorgesehen.

Die Gesellschaft ist eine einzige juristische Person. Gegenüber Dritten, insbesondere den Gläubigern der Gesellschaft, ist jeder Teilfonds jedoch ausschließlich für die ihm zugehörigen Verbindlichkeiten verantwortlich. Zwischen den Anteilhabern wird jedes Portfolio von Vermögenswerten, das einem bestimmten Teilfonds zuzuordnen ist, ausschließlich zugunsten der jeweiligen Anteilkategorie oder Anteilklassen angelegt.

### **Art. 7. Arten von Anteilen - Namensanteile und/oder Inhaberanteile - Inhaberanteilszertifikate - Ersatz von Inhaberanteilszertifikaten.**

(1) Der Komplementär bestimmt, ob die Anteile der Gesellschaft bzw. ihrer Teilfonds als Namensanteile oder als Inhaberanteilszertifikate und ob verschiedene Anteilklassen ausgegeben werden. Sämtliche Anteile derselben Klasse haben dieselben Rechte.

(2) Alle als Namensanteile ausgegebenen Anteile werden in das Anteilsregister eingetragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren juristischen Person(en), die von der Gesellschaft hierzu bestimmt wird/werden, geführt wird. Das Register enthält den Namen jedes Anteilhabers, seinen/ihren Wohn- oder gewählten Geschäftssitz, der der Gesellschaft mitgeteilt wurde, die Anzahl der vom jeweiligen Anteilhaber gehaltenen Anteile sowie den Betrag, der für jeden Anteil gezahlt wurde. Die namentliche Eintragung eines Anteilhabers in das Register beweist das Eigentumsrecht des Anteilhabers an den Anteilen. Der Anteilhaber erhält eine schriftliche Bestätigung über seine Beteiligung.

Anteilhaber haben der Gesellschaft mitzuteilen, an welche Adresse sämtliche Mitteilungen und Bekanntmachungen geschickt werden sollen. Falls ein Anteilhaber der Gesellschaft keine Adresse mitteilt, kann die Gesellschaft veranlassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Register eingetragen wird. In diesem Fall wird der Sitz der Gesellschaft oder jede andere Adresse, die von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit bestimmt wird, als Adresse des Anteilhabers angesehen, solange bis der Anteilhaber der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt. Ein Anteilhaber kann die für ihn im Register eingetragene Adresse jederzeit ändern lassen, indem er der Gesellschaft eine entsprechende schriftliche Mitteilung an ihren Geschäftssitz oder eine andere, von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit bestimmte Adresse schickt.

(3) Die Gesellschaft erkennt nur einen Anteilhaber pro Anteil an. Sofern ein oder mehrere Anteil(e) in Miteigentum stehen oder die Eigentumsrechte streitig sind, haben sämtliche Personen, die behaupten ein Recht an dem/den Anteil(en) zu besitzen, gemeinsam einen Vertreter zu bestimmen, der diese(n) Anteil(e) gegenüber der Gesellschaft vertritt. Die Unterlassung der Bestellung eines gemeinsamen Vertreters führt zur Aussetzung sämtlicher Rechte, die im Zusammenhang mit diesem/diesen Anteil(en) stehen.

(4) Bruchteile von Anteilen können bis zur dritten (3.) Dezimalstelle ausgegeben werden. Solche Bruchteile von Anteilen verleihen den Anteilhabern kein Stimmrecht. Die Anteilhaber sind aber berechtigt, am Nettvermögen der jeweiligen Anteilkategorie pro rata, teilzuhaben.

(5) Falls Inhaberanteilszertifikate ausgegeben werden, werden sie in solchen Stückelungen herausgegeben, wie vom Komplementär festgelegt und unterschrieben.

(6) Falls Inhaberanteile ausgegeben werden, können auf Antrag des Anteilhabers Namensanteile in Inhaberanteile oder Inhaberanteile in Namensanteile umgewandelt werden. Eine Umwandlung von Namensanteilen in Inhaberanteile geschieht durch Annullierung des Namensanteilszertifikats (falls ein solches ausgestellt wurde) und durch Ausgabe an dessen Stelle von einem oder mehreren Inhaberanteilszertifikaten sowie einem Vermerk im Anteilsregister um die o.a. Annullierung zu bestätigen.

Eine Umwandlung von Inhaberanteilen in Namensanteile wird durch Annullierung der Inhaberanteilszertifikate und, falls dies gefordert wird, durch einen im Anteilsregister eingetragenen Vermerk bestätigt und der Anteilhaber wird eine Bestätigung seines Anteilguthabens oder eine vom Komplementär zu bestimmende andere Form von Bescheinigung erhalten. Je nach Beschluss des Komplementärs können die Kosten einer solchen Umwandlung dem Anteilhaber, welcher diese beantragt hat, in Rechnung gestellt werden.

Bevor Anteile in Inhaberform ausgegeben werden und bevor Namensanteile in Inhaberform umgewandelt werden, kann die Gesellschaft von den Betroffenen verlangen dem Komplementär in genügender Form zu versichern, dass diese Ausgabe oder Umwandlung nicht zum Besitz dieser Anteile durch eine Unerlaubte Person, wie weiter unten in Artikel 11 definiert, führt.

(7) Inhaberzertifikate (falls solche herausgegeben wurden), für welche hinlänglich nachgewiesen wurde, dass sie verlegt, gestohlen oder zerstört wurden, können zu den Bedingungen und Garantien, die gemäß den anwendbaren Gesetzen notwendig und zulässig sind und, sowie es im Einklang mit diesen von der Gesellschaft bestimmt wird, durch eine Zweitausfertigung des Anteilzertifikates ersetzt werden. Die so ersetzten originalen Anteilzertifikate werden als nichtig erklärt. Beschädigte Anteilzertifikate können auf Anordnung der Gesellschaft gegen neue umgetauscht werden. Die beschädigten Anteilzertifikate müssen der Gesellschaft übergeben werden und sind unverzüglich zu annullieren.

Die Gesellschaft kann den Anteilhaber mit den Kosten der Zweitausfertigung und mit den angemessenen Ausgaben belasten, welche der Gesellschaft bei Ausgabe und Registrierung dieser Urkunde oder im Zusammenhang mit der Vernichtung des alten Anteilzertifikats, entstanden sind.

### **Art. 8. Ausgabe und Übertragung von Anteilen.**

(1) Im Einklang mit Artikel 1 des SIF Gesetzes sind die Anteile der Gesellschaft sachkundigen Investoren vorbehalten, die nach Artikel 2 des SIF Gesetzes entweder (i) institutionelle Investoren, (ii) professionelle Investoren oder (iii) alle anderen Investoren, die sich selbst als sachkundige Investoren einschätzen und eine Anlage von mindestens EUR 125.000.- in der Gesellschaft halten oder Gegenstand einer Prüfung durch ein Kreditinstitut im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, durch eine Anlagegesellschaft im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder durch eine Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG waren, die ihnen bestätigt, dass ihre Expertise, ihre Erfahrung und ihr Fachwissen für eine Anlage in die Gesellschaft angemessen sind. Allerdings sieht Artikel 2 Absatz 2 des SIF Gesetzes vor, dass die vorstehend ge-

nannten Bestimmungen auf den Komplementär und andere Personen, die mit der Geschäftsführung der Gesellschaft betraut sind, keine Anwendung finden.

Falls ein Anteilinhaber Anteile an Teilfonds der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des SIF Gesetzes sein.

(2) Der Komplementär kann Beschränkungen betreffend die Häufigkeit der Ausgabe von Anteilen einer Anteilsklasse festlegen. Er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Anteilsklasse nur während einer oder mehreren Zeichnungsfristen oder anderen Fristen, die im Memorandum vorgesehen sind, ausgegeben werden.

Anleger, die Anteile zeichnen möchten, müssen eine Zeichnungsvereinbarung unterzeichnen, die, sofern sie akzeptiert wird, von der Gesellschaft für den jeweiligen Teilfonds gegengezeichnet wird.

Der Komplementär kann seine Geschäftsführer oder jeden auf andere Weise ordnungsgemäß bestellten Vertreter bevollmächtigen, Zeichnungs-anträge entgegenzunehmen, Zahlungen der Zeichnungsbeträge für neue Anteile sowie entsprechende Gebühren zu empfangen und Anteile auszugeben.

Ungeachtet dessen kann der Komplementär für jeden Teilfonds Beschränkungen betreffend die Anzahl von Investoren und die Art von geeigneten Investoren im Sinne des SIF Gesetzes festlegen.

(3) Die Zeichnung von Anteilen kann über Zahlungsverprechen erfolgen. Zahlungsverprechen sind bindende Angebote zum Erwerb von Gesellschaftsanteilen, welche das unwiderrufliche und unbedingte Versprechen, auf Verlangen des Komplementärs - den sogenannten Kapitalabruf - einen oder mehrere Anteile zu zeichnen und zwar bis zu dem in dem Zahlungsverprechen vorgesehenen Höchstbetrag. Der Anleger hält sich zwei Jahre an das Zahlungsverprechen gebunden.

Der Komplementär kann Zahlungsverprechen nach seinem freien Ermessen akzeptieren. Er kann Kapitalabrufe in einer oder mehreren Tranchen und in der von ihm festzulegenden Höhe tätigen.

Im Falle von Kapitalabrufen wird der Komplementär die Anteilinhaber schriftlich benachrichtigen. In der Benachrichtigung sind die Höhe des abgerufenen Kapitals sowie die Zahlungsfrist anzugeben. Den Anteilinhabern ist eine Zahlungsfrist von mindestens zehn (10) Bankarbeitstagen einzuräumen.

Anteilinhaber, deren Zahlungsverprechen noch nicht vollständig abgerufen worden sind, haben ein Recht auf Teilnahme an jedem weiteren Kapitalabruf. Die Höhe des jeweils abzurufenden Kapitals wird vom Komplementär proportional, also im Verhältnis zu allen noch nicht abgerufenen Zahlungsverprechen aller Anteilinhaber des betreffenden Teilfonds, bestimmt.

(4) Anteile verschiedener Anteilsklassen innerhalb der verschiedenen Teilfonds können zu einem Ausgabepreis je Anteil ausgegeben werden, der höher oder niedriger ist als der Nettoinventarwert je Anteil, der im Einklang mit dem nachfolgenden Artikel 12 berechnet oder auf andere Weise vom Komplementär bestimmt wird, um die Gleichbehandlung der existierenden Anteilinhaber und Investoren, die neu auszugebende Anteile desselben Teilfonds zeichnen, zu gewährleisten. Mit Zeichnung verpflichten sich Investoren unwiderruflich, eine bestimmte Einlage in den jeweiligen Teilfonds zu leisten. Die Einlage ist vollständig von den Investoren an dem jeweiligen Stichtag zu leisten, sofern die Gesellschaft die Zeichnungsvereinbarung akzeptiert.

(5) Die Übertragung eines Namensanteils wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die durch den Erwerber, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben und in das Anteilsregister eingetragen und datiert wird, sowie durch Übergabe des Anteilszertifikats (falls ein solches ausgestellt wurde), vorgenommen. Dem Komplementär steht es frei, andere Urkunden oder Dokumente, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen, zu akzeptieren.

(6) Eine Übertragung von Anteilen bedarf nicht der Zustimmung der übrigen Anteilinhaber. Eine Übertragung kann insbesondere aufgrund von Verkauf, Tausch, Transfer oder einer Abtretung vorgenommen werden. Mit der Übertragung des Anteilszertifikats tritt der Erwerber der Anteile in die Stellung ein, die bislang der übertragende Anteilinhaber innehatte.

#### **Art. 9. Rücknahme und Umtausch von Anteilen.**

(1) Anteilinhaber können die Rücknahme aller oder eines Teiles ihrer Anteile durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Komplementär in den Verkaufsunterlagen für die Anteile festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen, verlangen. Rücknahmen können jeweils zum 31. Dezember eines jeden Jahres sowie an solchen Tagen, die jeweils vom Komplementär festgelegt werden, verlangt werden. Anteilinhaber, die ihre Anteile zurückgeben möchten, haben dies dem Komplementär unter Wahrung einer Frist von fünf Monaten zum Rücknahmedatum schriftlich mitzuteilen. Anträge, die nicht rechtzeitig eingereicht wurden, werden erst bei der nächsten Rücknahme von Anteilen zugelassen. Die genauen Termine, an denen eine Rückgabe der Anteile möglich ist, sind in dem jeweiligen teilfondsspezifischen Anhang des Memorandums vorgesehen.

(2) Der Rücknahmebetrag pro Anteil wird innerhalb einer von dem Komplementär festzulegenden Frist, welche dreißig (30) Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Komplementärs und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Anteilszertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Anteilen bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 13 dieser Satzung ausgezahlt.

Der Rücknahmebetrag entspricht dem Nettoinventarwert pro Anteil der entsprechenden pro Anteil abzüglich von ggf. anfallenden Kosten und Gebühren entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Anteile. Der Rücknahmebetrag wird auf der Basis des Nettoinventarwerts je Anteil der betreffenden Anteilsklasse am vor der Rücknahme letzten Bewertungstag und um die von der Gesellschaft für das Halten und die Rücknahme entstehenden Kosten bereinigt, berechnet. Die Zahlung des Rücknahmebetrags an den betreffenden Anteilinhaber erfolgt in der vom Komplementär für die Zahlung des Rücknahmebetrags von Anteilen der betreffenden Anteilsklasse festgelegten Währung.

Sofern die Zahl oder der gesamte Netto-Vermögenswert von Anteilen, welche durch einen Anteilinhaber in einer Anteilsklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Komplementär festgelegt wurde, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf die Rücknahme des gesamten Anteilsbesitzes des Anteilinhabers in dieser Klasse behandelt wird.

Darüber hinaus kann der Komplementär beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für eine Frist und unter Voraussetzungen, wie sie der Komplementär im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft bestimmt, aufgeschoben werden, sofern Rücknahmeanträge nach den Vorschriften dieses Artikels 9 ein bestimmtes Niveau, wie dies vom Komplementär im Hinblick auf die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile einer bestimmten Anteilsklasse festgelegt und in den Verkaufsunterlagen der Anteile beschrieben wird, übersteigen. Die jeweiligen Rücknahme- und Umtauschanträge werden am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig gegenüber späteren Anträgen ausgeführt.

Sofern aus irgendeinem Grund der Wert des Nettovermögens eines Teilfonds unter den Betrag fällt, welchen der Komplementär als Mindestbetrag für diesen Teilfonds festgelegt hat, ab welchem dieser Teilfonds wirtschaftlich effizient verwaltet werden kann oder sofern sich die politische und wirtschaftliche Situation wesentlich ändert oder im Zuge einer wirtschaftlichen Rationalisierung, kann der Komplementär beschließen, alle Anteile der entsprechenden Anteilsklasse zu ihrem Nettoinventarwert pro Anteil wie er an dem Bewertungstag, an dem diese Entscheidung wirksam wird, berechnet wird, zurückzunehmen. Die Gesellschaft wird den Anteilinhabern der entsprechenden Anteilsklasse dies mindestens dreißeig Tage vor dem Bewertungstag, an welchem die Rücknahme wirksam wird, schriftlich mitteilen.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

(3) Jeder Anteilinhaber ist berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Anteile einer Klasse in eine andere Klasse zu verlangen. Managementanteile können allerdings nicht umgetauscht werden.

Der Preis für den Umtausch von Anteilen aus einer Klasse in Anteile einer anderen Klasse berechnet sich mit Bezug auf den jeweiligen Nettoinventarwert der beiden Anteilsklassen an dem relevanten Bewertungstag.

Der Komplementär kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs, Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung ggfs. anfallender Kosten und Gebühren abhängig machen.

Sofern die Zahl oder der gesamte Nettoinventarwert der von einem Anteilinhaber in einer Klasse von Anteilen gehaltenen Anteile aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Komplementär festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag zum Umtausch aller von einem Anteilinhaber in einer solchen Klasse gehaltenen Anteile behandelt wird.

Anteile, welche in Anteile einer anderen Klasse umgetauscht wurden, werden entwertet.

#### **Art. 10. Zwangsweise Rücknahme von Anteilen.**

(1) Der Komplementär kann eine zwangsweise Rücknahme der Anteile eines Anteilinhabers beschließen. Dies ist insbesondere dann der Fall:

- a) wenn der Anteilinhaber eine Unerlaubte Person im Sinne des nachfolgenden Artikels 11 ist, oder
- b) wenn nach Ansicht des Komplementärs die Rücknahme angemessen ist, um die Gesellschaft davor zu bewahren, die Anteile bei einer Aufsichtsbehörde eines anderen Staates registrieren lassen zu müssen, oder
- c) in anderen Fällen, in denen der Komplementär vernünftigerweise so entscheidet, insbesondere in Fällen, in denen die weitere Inhaberschaft die Interessen der Gesellschaft hinsichtlich des betreffenden Teilfonds oder seiner Anteilinhaber erheblich beeinträchtigen würde.

Die zwangsweise Rückgabe von Anteilen in den im vorstehenden Absatz

(1) beschriebenen Fällen ist unter Beachtung der im nachfolgenden Absatz

(2) dieses Artikels 10 dargelegten Bestimmungen und Verfahren durchzuführen.

(2) Anteile können nur dann von der Gesellschaft zurückgenommen werden, wenn der Komplementär dem betreffenden registrierten Anteilinhaber mindestens sechs (6) Monate zuvor die Absicht der Rücknahme unter Angabe des Datums, an dem die Rücknahme erfolgen soll und an dem Banken in Luxemburg geöffnet haben, schriftlich mitgeteilt hat. Der Rücknahmebetrag wird auf der Basis des Nettoinventarwerts je Anteil der betreffenden Anteilsklasse am vor der Rücknahme letzten Bewertungstag (wie im nachfolgenden Artikel 13 definiert) und um die von der Gesellschaft für das Halten und die Rücknahme entstehenden Kosten bereinigt, berechnet (der „Rücknahmebetrag“), wie im Memorandum weiter beschrieben. Die Zahlung des Rücknahmebetrags an den betreffenden Anteilinhaber erfolgt in der vom Komplementär für die Zahlung des Rücknahmebetrags von Anteilen der betreffenden Anteilsklasse festgelegten Währung. Der Rücknahmebetrag wird zum Zwecke der Zahlung an den betreffenden Anteilinhaber von der Gesellschaft für den be-

treffenden Teilfonds über eine der Zahlstellen der Gesellschaft (wie in der Rücknahmemitteilung festgelegt) nach endgültiger Festlegung und zu dem Zeitpunkt, zu dem Barmittel zur Ausschüttung verfügbar sind und Ausschüttungen an existierende Anteilhaber erfolgt sind, ausgezahlt. Nach Erhalt der Rücknahmemitteilung hat der Anteilhaber weder Rechte hinsichtlich der zurückgegebenen Anteile, außer dem Recht den Rücknahmebetrag (ohne Zinsen) über die betreffende Zahlstelle zu erhalten. Sämtliche Rücknahmeerträge, die einem Anteilhaber zustehen, die er jedoch nicht innerhalb einer Frist von fünf (5) Jahren ab dem in der Rücknahmemitteilung genannten Datum einfordert, können danach nicht mehr eingefordert werden und fallen an die betreffende Anteilklasse oder die betreffenden Anteilklassen des jeweiligen Teilfonds zurück. Der Komplementär ist ermächtigt, von Zeit zu Zeit alle notwendigen Schritte zur Durchführung dieses Rückfalls zu unternehmen und entsprechende Handlungen für die Gesellschaft vorzunehmen.

(3) Die Ausübung der in diesem Artikel 10 dargelegten Rechte durch die Gesellschaft kann nicht auf der Grundlage, dass unzureichende Beweise für die Anteilhaberschaft einer Person vorgelegen hätten oder dass die tatsächliche Anteilhaberschaft anders wäre als es der Gesellschaft zu dem Zeitpunkt einer Mitteilung erschien, in Frage gestellt oder außer Kraft gesetzt werden, sofern die Gesellschaft die genannten Rechte in gutem Glauben ausgeübt hat.

(4) Um den hierin enthaltenen Bestimmungen zur Rücknahme von Anteilen Ausdruck zu verleihen, wird jedes Anteilszertifikat entsprechende Ausführungen, die den Kern dieser Bestimmungen und Beschränkungen wiedergeben, enthalten.

**Art. 11. Inhaberbeschränkungen bzgl. der Anteile.** Die Gesellschaft kann die Inhaberschaft von Anteilen an einem Teilfonds der Gesellschaft durch eine Unerlaubte Person beschränken oder ausschließen.

Für die Zwecke des vorstehenden Absatzes bedeutet „Unerlaubte Person“ (i) jede Person, die Anteile eines Teilfonds unter Verstoß gegen die Gesetze oder Vorschriften eines Staats oder einer Aufsichtsbehörde, wie etwa Vorschriften betreffend Geldwäsche, erwirbt oder hält, oder (ii) jeder Anteilhaber, dessen Beteiligung dazu führt, dass dem betreffenden Teilfonds oder der Gesellschaft oder dem Komplementär eine Steuerschuld durch irgendeine staatliche Steuerbehörde aufgrund der Identität oder Inhaberschaft des betreffenden Anteilhabers auferlegt wird oder andere wirtschaftliche Nachteile entstehen, die ihnen nicht entstanden wären, wäre die betreffende Person kein Anteilhaber gewesen, oder (iii) jede Person, deren Beteiligung als Anteilhaber wahrscheinlich dazu führt, dass die Gesellschaft, der Komplementär oder der betreffende Teilfonds gegen ein Gesetz oder eine Verordnung verstößt oder mit deren Auslegung in Widerspruch steht.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Anteilen oder die Registrierung einer Übertragung von Anteilen verweigern, wenn es scheint, dass die Registrierung oder die Übertragung zu dem rechtlichen oder wirtschaftlichen Eigentum an den betreffenden Anteilen durch eine Unerlaubte Person führen würde oder könnte, und

b) jederzeit von einer Person, die im Register eingetragen ist oder die die Übertragung von Anteilen im Register eintragen lassen möchte, verlangen, dass sie ihr sämtliche Informationen, die sie zum Zwecke der Feststellung, ob das wirtschaftliche Eigentum einer Unerlaubten Person gehört oder die Eintragung dazu führt, dass eine Unerlaubte Person wirtschaftliches Eigentum erlangt, für notwendig hält, zur Verfügung stellt und darüber eine eidesstattliche Versicherung abgibt, und

c) sich weigern, das Wahlrecht einer Unerlaubten Person bei einer Versammlung der Anteilhaber der Gesellschaft anzuerkennen, und

d) wenn sie annimmt, dass eine Unerlaubte Person entweder allein oder zusammen mit einer anderen Person wirtschaftliches Eigentum an Anteilen hat, im Einklang mit dem vorstehenden Artikel 10 Absatz (2) sämtliche Anteile, die dieser Anteilhaber hält, zwangsweise zurücknehmen.

Der hierin verwendete Begriff „Unerlaubte Person“ umfasst weder einen Investor, der Anteile der Gesellschaft, die diese im Zusammenhang mit ihrer Gründung ausgibt, zeichnet und zwar für die Dauer, die dieser Gründer die Anteile hält, noch einen Wertpapierhändler, der Anteile erwirbt, um sie im Rahmen einer Emission von Anteilen durch die Gesellschaft zu vertreiben.

#### **Art. 12. Berechnung des Nettoinventarwerts je Anteil.**

(1) Der Nettoinventarwert je Anteil wird, stets zum 31. Dezember eines jeden Jahres berechnet. Darüber hinaus ist der Nettoinventarwert zu den Tagen zu ermitteln, zu denen Anteilhaber ihre Anteile zurückgeben können. Jeder Tag, an dem der Nettoinventarwert der Anteile berechnet wird, wird im Weiteren als „Bewertungstag“ bezeichnet. Der Nettoinventarwert jeder Anteilklasse wird von der Gesellschaft oder vom ordnungsgemäß hierfür beauftragten Vertreter in der Referenzwährung (entsprechend der Verkaufsunterlagen für die Anteile) des jeweiligen Teilfonds berechnet.

(2) Der Nettoinventarwert pro Anteil wird durch Teilung des Nettoinventarwerts des jeweiligen Teilfonds, d.h. die Summe des Werts aller Aktiva des Teilfonds abzüglich seiner Verbindlichkeiten, durch die Gesamtzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile dieses Teilfonds berechnet.

Der Komplementär kann festlegen, dass der Nettoinventarwert auf das nächste Hundertstel einer Einheit der Währung, in der ein Teilfonds und/oder eine Anteilklasse denominiert ist/sind, auf- oder abgerundet werden kann. Sofern seit Bestimmung des Nettoinventarwerts pro Anteil wesentliche Veränderungen entweder hinsichtlich eines erheblichen Teils der Waldgrundstücke oder grundstücksgleichen Rechte, die von dem Teilfonds gehalten werden oder in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf denen ein wesentlicher Anteil der Vermögenswerte gehandelt oder notiert sind,

erfolgten, kann der Komplementär, im Interesse der Anteilhaber und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

(3) Zum Zwecke der Bewertung von Grundstückswerten ernennt die Gesellschaft einen oder mehrere unabhängige Gutachter, der/die, sofern erforderlich, über die notwendigen Zulassungen verfügt/verfügen und in den Staaten tätig ist/sind oder mit Zustimmung des Komplementärs seine/ihre Pflichten an einen Dritten übertragen hat/haben, der in den Staaten tätig ist, in denen die betreffenden Grundstücke gelegen sind. Die Bestellung des/der Gutachter(s) wird jährlich vom Komplementär bestätigt.

(4) Die Bewertung des Vermögens und der Verbindlichkeiten jedes Teilfonds, einschließlich zur Klarstellung, der Anlagen des Teilfonds in jeden anderen Investmentfonds, erfolgt im Einklang mit den in Luxemburg anerkannten Rechnungslegungsgrundsätzen (Lux GAAP) und wird wie folgt vorgenommen:

Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten vornehmlich:

- Waldgrundstücke und grundstücksgleiche Rechte,
- Wertpapiere und sonstige Anlagen des Gesellschaftsvermögens,
- flüssige Mittel einschließlich angefallener Zinsen,
- Forderungen aus Dividenden und sonstigen Ausschüttungen,
- fällige Zinsforderungen sowie sonstige Zinsen auf Wertpapiere im Eigentum der Gesellschaft, soweit sie nicht im Marktwert dieser Wertpapiere enthalten sind, und
- sonstige Aktiva.

Hinsichtlich jedes Waldgrundstücks wird die Bewertung, sofern nicht im Memorandum anders vorgesehen, mindestens zweimal jährlich vorgenommen und zur Berechnung des Nettoinventarwerts (und unter Berücksichtigung anschließender das Grundstück betreffender Investitionen) innerhalb der nächsten zwölf (12) Monate verwendet, es sei denn, nach Ansicht des Komplementärs hat eine erhebliche Änderung der wirtschaftlichen Situation oder des Zustands der betreffenden Waldgrundstücke die von dem Teilfonds gehalten werden, stattgefunden, die neue Bewertungen erfordert, die unter denselben Bedingungen wie die jährlichen Bewertungen ausgeführt werden.

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten insbesondere:

- sämtliche Verbindlichkeiten aus der laufenden Verwaltung des Gesellschaftsvermögens,
- sämtliche sonstigen fälligen und nicht fälligen Verbindlichkeiten einschließlich angekündigter, aber noch nicht erfolgter Ausschüttungen auf Anteile der Gesellschaft,
- Rückstellungen für zukünftige Steuern sowie sonstige Rücklagen, soweit sie vom Komplementär beschlossen oder gebilligt wurden, und
- alle sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Herkunft, mit Ausnahme der Eigenmittel.

(5) Das jeweilige Nettoteilfondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

- Der Wert der Waldgrundstücke und Waldflächen sowie der grundstücksgleichen Rechte basiert auf deren Verkehrswert. Zum Zwecke der Bewertung der Waldgrundstücke und Waldflächen sowie der grundstücksgleichen Rechte wird der Fonds einen oder mehrere unabhängige, zuverlässige und fachlich geeignete Sachverständige ernennen, der/die diese Waldgrundstücke und Waldflächen sowie der grundstücksgleichen Rechte mindestens einmal im Jahr am Ende des Geschäftsjahrs bewertet/bewerten. Die einmal im Jahr vorgenommene Bewertung bleibt für das gesamte Geschäftsjahr gültig, es sei denn, neue Faktoren, wie z.B. Änderungen der allgemeinen wirtschaftlichen Lage oder des Zustandes der Waldgrundstücke oder Waldflächen, machen eine neue Bewertung notwendig. Diese neue Bewertung wird unter den gleichen Bedingungen wie die jährliche Bewertung durchgeführt. Die Namen der unabhängigen Sachverständigen werden im Jahresbericht der Gesellschaft erwähnt.

- Der Wert von Vermögenswerten, einschließlich Anteilen an Gesellschaften, die an einer Börse notiert sind, wird zum letzten verfügbaren Kurs bewertet.

- Der Wert von Vermögenswerten, einschließlich Anteilen an Gesellschaften, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen organisierten Markt gehandelt werden, wird zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den der Komplementär für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Vermögenswerte verkauft werden können.

- Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls ein Vermögenswert, einschließlich der Anteile an Gesellschaften, die nicht an einer Börse oder an einem anderen organisierten Markt notiert sind oder gehandelt werden, werden diese Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn der Komplementär nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt.

- Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

- Festgelder können zum Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen dem Fonds und der Depotbank geschlossen wurde, nach dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.

- Alle nicht auf Euro lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in Euro umgerechnet.

(6) Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeteilt:

- Das Entgelt aus der Ausgabe von Anteilen eines Teilfonds wird in den Büchern der Gesellschaft dem betreffenden Teilfonds zugeordnet. Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen werden dem jeweiligen Teilfonds nach den Bestimmungen dieses Artikels zugeschrieben;

- Vermögenswerte, die auch von anderen Vermögenswerten abgeleitet sind, werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds zugeordnet, wie die Vermögenswerte, von welchen sie abgeleitet sind und zu jeder Neubewertung eines Vermögenswerts wird die Werterhöhung oder Wertminderung dem entsprechenden Teilfonds zugeordnet;

- Sofern die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, die im Zusammenhang mit einem bestimmten Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds oder im Zusammenhang mit einer Handlung bezüglich eines Vermögenswerts eines bestimmten Teilfonds steht, so wird diese Verbindlichkeit dem entsprechenden Teilfonds zugeordnet;

- Wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds zuzuordnen ist, so wird dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis des Nettovermögens der entsprechenden Teilfonds oder in einer anderen Weise, wie sie der Komplementär nach Treu und Glauben festlegt, zugeteilt, wobei die Gesellschaft als Ganzes Dritten gegenüber nicht für Verbindlichkeiten einzelner Teilfonds haftet;

- Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Anteilwert der Anteile des betreffenden Teilfonds um den Betrag der Ausschüttung.

(7) Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

a) Anteile des betreffenden Teilfonds, die zurückgenommen werden sollen (sofern anwendbar), werden als existierend behandelt und bis zu dem für die Rücknahme festgelegten Datum in Betracht gezogen und von dem Zeitpunkt bis zur Zahlung durch den betreffenden Teilfonds wird der Preis als Verbindlichkeit des betreffenden Teilfonds behandelt,

b) Anteile, die von dem betreffenden Teilfonds ausgegeben werden sollen, werden vom Tag ihrer Ausgabe an als ausgegeben betrachtet, und von diesem Zeitpunkt an wird der Ausgabepreis als eine dem Teilfonds geschuldete Verbindlichkeit behandelt,

c) sämtliche Anlagen, Barguthaben und andere Vermögenswerte, die auf andere Währungen, als die Währung, in der die Anteile denominiert sind, lauten, werden unter Beachtung des Marktwerts oder Wechselkurses, der am Tag und zu der Zeit der Ermittlung des Nettoinventarwerts je Anteil des betreffenden Teilfonds gelten, bewertet, und

d) es gelten an jedem Bewertungstag folgende Grundsätze:

- sofern die Gesellschaft die Verpflichtung zum Kauf eines Vermögenswertes eingegangen ist, wird die zu erbringende Gegenleistung für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen, während der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen wird;

- sofern die Gesellschaft sich verpflichtet hat, einen Vermögenswert zu veräußern, wird die Gegenleistung, welche die Gesellschaft für diesen Vermögenswert zu erhalten berechtigt ist, als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen und die zu liefernde Gegenleistung wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft ausgewiesen,

wobei die vorstehenden Regeln unter dem Vorbehalt stehen, da der Wert der vorerwähnten Gegenleistung beziehungsweise des Vermögenswertes von der Gesellschaft geschätzt werden kann, sofern der genaue Wert oder die Art dieser Gegenleistung oder des Vermögenswertes an dem jeweiligen Bewertungstag nicht bekannt sind.

Zu Klarstellungszwecken ist festzuhalten, dass diese Bestimmungen Regeln zur Bestimmung des Nettoinventarwerts je Anteil sind und keine Auswirkungen auf die Behandlung des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft oder von Anteilen aus buchhalterischer oder rechtlicher Sicht haben.

### **Art. 13. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts je Anteil, der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtauschs von Anteilen.**

(1) Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausgabe bzw. die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen sowie die Berechnung des Anteilwerts des jeweiligen Teilfonds zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber gerechtfertigt ist, und zwar in folgenden Fällen:

a) wenn eine Situation andauert, in der nach Ansicht des Komplementärs Abstoßungen oder Bewertungen von Vermögenswerten der Gesellschaft, die dem betreffenden Teilfonds zuzuordnen sind, nicht ratsam wären, ohne die Interessen der Anteilinhaber erheblich zu beeinträchtigen,

b) für jeden Zeitraum, wenn aufgrund von politischen, wirtschaftlichen, militärischen oder finanziellen Ereignissen oder Umständen, die außerhalb des Einflussbereichs, der Verantwortung und Befugnisse des Komplementärs liegen, die Abstoßung von Vermögenswerten des betreffenden Teilfonds vernünftigerweise nicht ratsam ist, ohne die Interessen der Anteilinhaber erheblich zu beeinträchtigen,

c) wenn nach Ansicht des Komplementärs ein gerechter Preis für die Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds nicht bestimmt werden kann,

d) während eines Zusammenbruchs der normalerweise zur Bestimmung des Preises oder des Werts eines Waldgrundstücks oder eines anderen Vermögenswerts des betreffenden Teilfonds verwendeten Kommunikationsmittel,

e) wenn aus irgendeinem Grund, den der Komplementär nicht zu vertreten hat, der Preis eines Waldgrundstücks oder eines anderen Vermögenswerts des betreffenden Teilfonds nicht umgehend oder genau festgestellt werden kann,

f) nach Veröffentlichung einer Mitteilung zur Einberufung einer Anteilhaberversammlung zum Zwecke der Beschlussfassung zur Abwicklung der Gesellschaft oder eines bestimmten Teilfonds, oder

g) wenn andere gesetzlich vorgesehene Gründe vorliegen.

Jede Aussetzung in den oben genannten Fällen wird von der Gesellschaft, sofern erforderlich, veröffentlicht und den Anteilhabern mitgeteilt, welche die Zeichnung, Rücknahme oder Umtausch von Anteilen beantragt haben, für welche die Berechnung des Nettoinventarwerts ausgesetzt wurde.

Anleger, die ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben, werden von einer Einstellung der Anteilwertberechnung umgehend benachrichtigt und nach der Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich informiert.

Die Einstellung der Ausgabe bzw. der Rücknahme und des Umtauschs von Anteilen sowie der Berechnung des Nettoinventarwerts eines Teilfonds hat keine Auswirkung auf einen anderen Teilfonds.

### **Kapitel III. Verwaltung und Aufsicht**

#### **Art. 14. Komplementär.**

(1) Die Gesellschaft und jeder Teilfonds werden von der „Forst Invest“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend nach dem luxemburgischen Recht, mit Sitz in 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxemburg und noch nicht registriert beim Handelsregister Luxemburg, verwaltet (der „Komplementär“), welche über alle Befugnisse verfügt, die nicht aufgrund Rechts und Vorschriften oder dieser Satzung der Anteilhaberversammlung zustehen.

Der Komplementär bestimmt die Gesellschafts- und Anlagepolitik und das Geschäftsgebaren der Gesellschaft und jedes Teilfonds.

Der Komplementär wird seine Verpflichtungen jederzeit in gutem Glauben und ausschließlich im besten Interesse der Gesellschaft und der Anteilhaber der Teilfonds der Gesellschaft unter Anwendung der Achtsamkeit, Fachkenntnisse, Sorgfalt und Gewissenhaftigkeit wahrnehmen, die eine gewissenhafte Person, die in vergleichbarer Funktion handelt und mit ähnlichen Angelegenheiten vertraut ist, in der Ausübung einer vergleichbaren Unternehmung mit vergleichbaren Zielen anwenden würde.

Der Komplementär haftet gegenüber der Gesellschaft oder den Anteilhabern der Teilfonds der Gesellschaft für Schäden, die dieser/diesem aufgrund einer erheblichen Verletzung einer im Memorandum, der betreffenden Zeichnungsvereinbarung oder dieser Satzung vorgesehenen Pflichten des Komplementärs zurückzuführen sind, sofern diese Pflichtverletzung des Komplementärs grobe Fahrlässigkeit, vorsätzliches Fehlverhalten, Betrug oder Böswilligkeit des Komplementärs darstellt.

Der Komplementär ist nicht verpflichtet, die besonderen Interessen einzelner Anteilhaber (einschließlich, aber nicht begrenzt auf, steuerliche Konsequenzen für einzelne Anteilhaber oder Abtretungsempfänger) bei der Entscheidung, die Gesellschaft zu veranlassen, hinsichtlich eines Teilfonds Handlungen vorzunehmen, die der Komplementär in gutem Glauben für die Gesellschaft hinsichtlich eines Teilfonds getroffen hat, zu berücksichtigen, und der Komplementär haftet nicht für Schadensersatz in bar für die im Zusammenhang mit dieser Entscheidung erlittenen Verluste, übernommenen Verpflichtungen oder nicht erhaltenen Vorteile der Anteilhaber eines Teilfonds der Gesellschaft, vorausgesetzt, dass der Komplementär in gutem Glauben gehandelt hat.

(2) Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft durch die Unterschrift des Komplementärs, der durch einen oder mehrere ordnungsgemäß bestellte Geschäftsführer oder Angestellte vertreten wird oder durch die Unterschrift eines oder mehrerer Bevollmächtigten, dem der Komplementär entsprechende Vollmacht erteilt hat, gebunden.

(3) Im Falle des rechtlichen Unvermögens, der Liquidierung oder einer anderen andauernden Situation, die den Komplementär davon abhält, als Komplementär der Gesellschaft zu handeln, wird die Gesellschaft nicht unmittelbar aufgelöst und liquidiert, vorausgesetzt, dass der Komplementär einen Verwalter, der kein Anteilhaber sein muss, bestellt, der dringende oder rein verwaltungstechnische Maßnahmen vornimmt, bis eine Anteilhaberversammlung abgehalten werden kann, die der Verwalter innerhalb von fünfzehn (15) Tagen nach seiner Bestellung einberuft. Bei dieser Anteilhaberversammlung können die Anteilhaber unter Beachtung der Bestimmungen zur Beschlussfähigkeit und den Mehrheitserfordernissen zur Änderung dieser Satzung einen Nachfolger des Komplementärs bestimmen. Sofern ein Nachfolger nicht bestimmt wird, wird die Gesellschaft aufgelöst und liquidiert. Ungeachtet des nachfolgenden Artikels 20 bedarf die Ernennung eines Nachfolgers des Komplementärs nicht der Zustimmung des Komplementärs.

#### **Art. 15. Übertragung von Befugnissen: Vollmachten - Mitarbeiter - Anlageberater - Fachbeirat - Anlageausschuss.**

(1) Der Komplementär kann seine Befugnisse betreffend die tägliche Verwaltung und Regelung der Angelegenheiten der Gesellschaft und ihrer Teilfonds (einschließlich des Rechts als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft in Bezug auf die Gesellschaft selbst und ihre Teilfonds zu handeln) delegieren und seine Befugnis Handlungen vorzunehmen, die der Erreichung der Gesellschaftspolitik und des Gesellschaftszwecks dienen, an Mitarbeiter der Gesellschaft delegieren, die somit die vom Komplementär festgelegten Befugnisse haben.

Der Komplementär kann zudem besondere Bevollmächtigungen durch notarielle Urkunde oder privatschriftliche Vollmachten übertragen.

(2) Der Komplementär kann Mitarbeiter der Gesellschaft, die er für die Geschäftstätigkeit und Verwaltung der Gesellschaft und ihrer Teilfonds als notwendig erachtet, ernennen. Der Komplementär kann eine solche Ernennung jederzeit



widerrufen. Mitarbeiter müssen keine Anteilhaber oder Geschäftsführer des Komplementärs sein. Die ernannten Mitarbeiter haben, sofern in dieser Satzung nicht anders bestimmt, die ihnen vom Komplementär zugewiesenen Befugnisse und Pflichten.

(3) Die Gesellschaft kann für jeden Teilfonds einen Anlageberater ernennen, wie im Einzelnen im Memorandum beschrieben. An den Anlageberater können (unter der generellen Aufsicht, Freigabe und Anweisung des Komplementärs) Funktionen zur Anlageberatung und Vermögensverwaltung betreffend die Teilfonds delegiert werden, wie im Einzelnen im Memorandum beschrieben.

Zusätzlich kann der Komplementär sich für jeden Teilfonds von einem speziell angelegten Fachbeirat beraten lassen, welcher sich aus einem oder mehreren Experten zusammensetzt die gezielt wegen ihrer Fachkenntnis auf dem speziellen Gebiet der Anlagen der verschiedenen Teilfonds ausgesucht werden. Ein Fachbeirat kann nur Empfehlungen formulieren ohne auf die aktive, ausschließlich vom Komplementär ausgeführte, Geschäftsführung einwirken zu können. Der Fachbeirat wird im Einzelnen im Memorandum beschrieben.

(4) Der Komplementär kann, wie im Einzelnen im Memorandum beschrieben, einen Fachbeirat für einen oder mehrere Teilfonds ernennen. Der Fachbeirat wird den Komplementär bei der Auswahl geeigneter Anlageobjekte unterstützen. Er wird dem Komplementär gegenüber Empfehlungen betreffend den Erwerb von Anlageobjekten aussprechen, verfügt jedoch weder über die Befugnis, Anlageentscheidungen zu treffen, noch die Gesellschaft rechtsgeschäftlich zu vertreten.

Der Komplementär bestimmt von Zeit zu Zeit die Mitglieder des Fachbeirats nach freiem Ermessen. Allerdings wird der Komplementär nur ausgewiesene Fachleute zu Mitgliedern des Fachbeirats bestimmen, die über die notwendigen Kenntnisse und Erfahrung verfügen.

Sofern dies nicht gesondert in dem jeweiligen Anhang eines Teilfonds im Memorandum vorgesehen ist, erhalten die Mitglieder des Fachbeirats keine Vergütung. Die Gesellschaft wird den Mitgliedern des Fachbeirats jedoch die Kosten ersetzen, die ihnen im Rahmen ihrer Tätigkeit, insbesondere durch die Teilnahme an Besprechungen, entstehen.

(5) Der Komplementär kann entscheiden, dass für einen oder mehrere Teilfonds ein Anlageausschuss, der sich aus Vertretern der Anleger des jeweiligen Teilfonds zusammensetzt, gebildet wird, der den Komplementär berät. Die Zusammensetzung des Anlageausschusses wird vom Komplementär bestimmt, der zudem in seinem freien Ermessen entscheiden kann, Mitglieder des Anlageausschusses zu entlassen. Sofern ein Mitglied des Anlageausschusses seine Anteile an einen Teilfonds überträgt, scheidet es automatisch aus dem Anlageausschuss aus.

Der Anlageausschuss tritt in regelmäßigen Abständen zusammen, nimmt den Bericht des Anlageberaters über den zurückliegenden Zeitraum entgegen und lässt sich über die zukünftige Anlagestrategie informieren.

Der Anlageausschuss kann Empfehlungen hinsichtlich potentieller Anlagen aussprechen, hat jedoch keine Entscheidungs- und Weisungsbefugnis. Der Anlageausschuss erhält für seine Tätigkeit keine gesonderte Vergütung. Allerdings kann der Komplementär entscheiden, dass die Auslagen der Mitglieder des Anlageausschusses diesen aus dem Gesellschaftsvermögen erstattet werden.

#### **Art. 16. Anlagepolitik.**

(1) Die Anlagepolitik der Gesellschaft für jeden Teilfonds wird im Einklang mit dem in Artikel 4 dieser Satzung beschriebenen Gesellschaftszweck bestimmt.

(2) Die Anlagepolitik der Gesellschaft ist die nachhaltige Wertsteigerung der von den Anteilhabern eingebrachten Anlagemittel durch die direkte oder indirekte Investition in vornehmlich ausgewählte Waldgrundstücke oder grundstücksgleiche Rechte in verschiedenen geographischen Regionen sowie in andere Vermögenswerte im Einklang mit dem Gesetz von 2007, die nachfolgend aufgeführt sind.

(3) Der Komplementär legt die Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds fest, nach der die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds investiert werden und die in den jeweiligen teilfondsspezifischen Anhängen des Memorandums aufgeführt wird. Die Vermögenswerte der Gesellschaft sind nach dem Grundsatz der Risikostreuung und im Rahmen des Gesetzes von 2007 sowie der Anlagebeschränkungen, die im Memorandum ausgeführt sind, anzulegen.

(4) Die Gesellschaft kann abschließend investieren in:

- Waldgrundstücke und Waldflächen sowie grundstücksgleiche Rechte. Immobilien in Form von bebauten, in Bebauung befindlichen oder zur alsbaldigen Bebauung bestimmten, in einem Staat des Europäischen Wirtschaftsraumes oder einem Vollmitgliedstaat der OECD belegenen Grundstücken, in dort belegenen grundstücksgleichen Rechten sowie in Anteilen an einem Unternehmen, dessen alleiniger Zweck der Erwerb, die Bebauung und Verwaltung von in einem solchen Staat belegenen Grundstücken oder grundstücksgleichen Rechten ist.

- Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens zwölf Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder - falls sich der Sitz des Kreditinstituts in einem Staat befindet, der nicht Mitgliedstaat der Europäischen Union ist - es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der CSSF denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind.

- Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem regulierten Markt gehandelt werden und die üblicherweise auf dem Geldmarkt gehandelt werden, liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt.

**Art. 17. Interessenkonflikt.** Kein Vertrag oder anderes Geschäft, der/das zwischen der Gesellschaft für einen Teilfonds und einem Dritten abgeschlossen wird, wird von der Tatsache, dass einer oder mehrere Geschäftsführer des Komplementärs ein Interesse an diesem Dritten haben oder ein Vorstandsmitglied, Partner, Vertreter oder Angestellter dieses Dritten sind, beeinträchtigt oder außer Kraft gesetzt. Jeder Geschäftsführer des Komplementärs, der zugleich ein Vorstandsmitglied, Vertreter oder Angestellter eines Dritten ist, mit dem die Gesellschaft Geschäfte macht, ist nicht aufgrund dieser Verbindung mit dem Dritten daran gehindert, in Angelegenheiten zu handeln, die dieses Geschäft betreffen.

Für den Fall, dass ein Geschäftsführer des Komplementärs im Zusammenhang mit einem einen Teilfonds betreffenden Geschäft einen Interessenkonflikt hat, wird dieser Interessenkonflikt im Einklang gemäß dem im Memorandum dargelegten Verfahren gelöst.

**Art. 18. Freistellung des Komplementärs.** Die Gesellschaft stellt den Komplementär sowie dessen Geschäftsführer von jeder Haftung für Ansprüche, die im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft und aufgrund der Stellung der Person als Komplementär sowie dessen Geschäftsführer geltend gemacht werden, frei, es sei denn, es steht fest, dass die Handlung des Komplementärs sowie dessen Geschäftsführer (i) auf eine Handlung oder Unterlassung zurückzuführen ist, die für den Grund des Verfahrens erheblich war und entweder auf grobe Fahrlässigkeit, schlechte Absichten, vorsätzliches Fehlverhalten oder Betrug zurückzuführen ist oder das Ergebnis einer erheblichen Verletzung einer in dieser Satzung oder einem anderen für die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft wesentlichen Dokument vorgesehenen Pflicht ist, (ii) in dem tatsächlichen Erhalt eines unzulässigen persönlichen Vorteils, der aus Geld, Eigentum oder Dienstleistungen bestehen kann, besteht, oder (iii) im Falle eines Verfahrens, auf einer ungesetzlichen Handlung oder Unterlassung beruhte, und der Komplementär sich der Ungesetzlichkeit der Handlung oder Unterlassung bewusst war. Das vorstehende Recht auf Freistellung schließt die Anwendung anderer Rechte, die dem Komplementär sowie dessen Geschäftsführer zustehen können, nicht aus.

**Art. 19. Unabhängiger Wirtschaftsprüfer.** Die im Jahresbericht der Gesellschaft enthaltenen Buchhaltungsdaten werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) geprüft, der von der Anteilhaberversammlung bestellt und von der Gesellschaft bezahlt wird. Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche vom luxemburgischen Recht vorgeschriebenen Pflichten.

**Art. 20. Kosten und Gebühren.** Zu den Kosten der Gesellschaft zählen:

- Anfallende Management- oder Beratungsgebühren (inklusive, falls vorhanden, Performance Fees);
- Gebühren der Depotbank sowie der Zentralverwaltung und der Register-, Transfer- und Zahlstelle;
- Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten und der Veräußerung von Vermögensgegenständen entstehen;
- Kosten, die im Zusammenhang mit der Bewertung des Vermögens der Gesellschaft entstehen;
- Transaktionskosten der Ausgabe und gegebenenfalls Rücknahme von Aktien;
- Steuern, die auf das Vermögen der Gesellschaft, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten der Gesellschaft erhoben werden;
- Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Buchhaltung, die der Gesellschaft entstehen sowie die angemessenen Kosten für Sachverständige, sonstige Berater und Fachleute;
- Kosten des Wirtschaftsprüfers;
- Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck, den Vertrieb und den Versand sämtlicher Dokumente in allen notwendigen Sprachen für die Gesellschaft, insbesondere des Verkaufsprospekts, der Satzung, der Jahres-, Halbjahres- oder sonstigen Berichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Anteilhaber, der Einberufungen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden sowie sonstiger für die Anteilhaber bestimmte Veröffentlichungen und sonstiger Pflichtinformationen in Zeitungen;
- Alle regelmäßig anfallenden Verwaltungskosten der Gesellschaft, insbesondere die Kosten für die Einberufung und Durchführung der Anteilhaberversammlungen und Sitzungen des Anlageausschusses, des Fachbeirats, falls vorhanden, anderer Gremien der Gesellschaft sowie andere Personalkosten, eine etwaige Vergütung des Komplementärs, des Anlageausschusses, des Fachbeirats falls vorhanden, sowie anderer Gremien der Gesellschaft, einschließlich der Reisekosten, angemessener Spesen und etwaiger Sitzungsgelder;
- Auslagen für Barmittelverwaltung sowie Werbungs- und Versicherungskosten, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon- und Faxgebühren sowie ggf. Mietkosten von Büroflächen;
- Verwaltungsgebühren, die für die Gesellschaft bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der luxemburgischen Aufsichtsbehörde und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente der Gesellschaft;
- Vergütungen, Auslagen und sonstige Kosten der Zahlstellen und Repräsentanten die im Zusammenhang mit dem Vermögen der Gesellschaft anfallen;
- Kosten für die Gründung der Gesellschaft und die Erstausgabe von Anteilen;
- Alle angemessenen Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit dem Erwerb, der Erschließung, der Verwaltung, der Restrukturierung und der Veräußerung von denen im Art. 16 dieser Satzung beschriebenen Anlagen, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion erfolgreich abgeschlossen wird;

- Kosten für die Auflage von neuen Aktienklassen bzw. neuen Teilfonds.

Die Gesellschaft trägt alle Gründungskosten, insbesondere Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Kosten im Zusammenhang mit der Strukturierung, Gründung und Auflegung der Gesellschaft und dem Angebot von Aktien.

Die Kosten der Auflage neuer Teilfonds werden von den jeweils neu aufgelegten Teilfonds getragen. Neu aufgelegte Teilfonds sind nicht an den Gründungskosten der Gesellschaft beteiligt.

Alle Gebühren und Kosten verstehen sich zuzüglich ggfs. anfallender Mehrwertsteuer.

#### **Kapitel IV. Anteilhaberversammlung - Geschäftsjahr - Ausschüttungen**

##### **Art. 21. Anteilhaberversammlungen.**

(1) Die Anteilhaberversammlung der Gesellschaft findet jedes Jahr statt und vertritt die Gesamtheit der Anteilhaber der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Anteilhaber der Gesellschaft, ungeachtet davon, welcher Anteilsklasse die von ihnen gehaltenen Anteile angehören oder des Teilfonds, für den die Anteile ausgegeben wurden. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen, vorausgesetzt, dass die Wirksamkeit der Beschlüsse von der Zustimmung des Komplementärs abhängt.

(2) Die Anteilhaberversammlung wird vom Komplementär einberufen.

(3) Sie kann auch auf Anfrage von Anteilhabern, die mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen werden.

(4) Die Anteilhaberversammlung wird, im Einklang mit luxemburgischem Recht, am Sitz der Gesellschaft am ersten Dienstag im Mai eines jeden Jahres um 11.00 Uhr luxemburgischer Zeit abgehalten.

(5) Falls dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder ein Tag sein sollte, an dem die Banken in Luxemburg nicht geöffnet sind, wird die Anteilhaberversammlung am nächsten darauffolgenden Geschäftstag abgehalten.

(6) Andere Versammlungen der Anteilhaber können an den Orten und zu den Zeiten, die in der jeweiligen Mitteilung zur Einberufung der Versammlung angegeben sind, abgehalten werden.

(7) Anteilhaber versammeln sich auf Einberufung durch den Komplementär, der mindestens zehn (10) Tage vor der Versammlung jedem Namensanteilhaber eine Mitteilung, die die Tagesordnung enthält, an dessen im Register vermerkte Adresse versendet. Die Versendung einer Mitteilung an Namensanteilhaber muss gegenüber der Versammlung nicht gerechtfertigt werden. Die Tagesordnung wird vom Komplementär erstellt, es sein denn, die Einberufung der Versammlung erfolgte auf schriftliches Verlangen der Anteilhaber. In diesem Fall kann der Komplementär eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

(8) Sofern alle Namensanteilhaber entweder erschienen oder vertreten sind und die Versammlung als ordnungsgemäß einberufen erachten, kann die Versammlung ohne vorherige Versendung einer Mitteilung einberufen werden.

(9) Bei Inhaberanteilen wird eine Anteilhaberversammlung durch den Komplementär einberufen, anhand einer Mitteilung, welche zweimal mit mindestens acht (8) Tagen Intervall und acht (8) Tagen vor der Versammlung, im Mémorial C und in einer luxemburgischen Tageszeitung veröffentlicht werden muss.

(10) Der Komplementär kann Bedingungen festlegen, deren Erfüllung durch Anteilhaber Voraussetzung dafür ist, dass sie an einer Anteilhaberversammlung teilnehmen dürfen.

(11) Die Anteilhaberversammlung behandelt ausschließlich die auf der Tagesordnung festgelegten Punkte (die sämtliche gesetzlich vorgeschriebenen Punkte beinhaltet) sowie solche, die mit diesen Punkten in Zusammenhang stehen.

(12) Im Einklang mit dem luxemburgischen Gesetz und dieser Satzung verleiht jeder Anteil einer jeden Anteilsklasse eine Stimme. Ein Anteilhaber kann sich bei einer Anteilhaberversammlung aufgrund schriftlicher Vollmacht von einer anderen Person vertreten lassen. Der Bevollmächtigte muss kein Anteilhaber und kann ein Geschäftsführer oder ein Vertreter des Komplementärs sein.

(13) Sofern nicht gesetzlich anders vorgeschrieben, werden Beschlüsse der ordnungsgemäß einberufenen Anteilhaberversammlung mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen der Anteilhaber gefasst, vorausgesetzt, dass der Komplementär, wie in Absatz (1) dieses Artikels 20 vorgesehen, seine Zustimmung gibt.

##### **Art. 22. Hauptversammlungen der Anteilhaber eines Teilfonds oder einer Anteilsklasse.**

(1) Die Anteilhaber einer Anteilsklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds können zu jeder Zeit Anteilhaberversammlungen abhalten, um über Vorgänge und Angelegenheiten, die ausschließlich diese Anteilsklasse oder Teilfonds betreffen, zu beraten und zu entscheiden.

(2) Die Bestimmungen des Artikels 21 finden hinsichtlich dieser Anteilhaberversammlungen Anwendung.

(3) Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Anteilhaber können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Anteilhaber sein muss, aber ein Geschäftsführer des Komplementärs sein kann, vertreten lassen.

(4) Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden die Beschlüsse auf der Anteilhaberversammlung eines Teilfonds mit der einfachen Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber und der Zustimmung des Komplementärs gefasst.

(5) Jeder Beschluss der Anteilhaberversammlung, welcher die Rechte der Anteilhaber einer Anteilsklasse im Verhältnis zu den Rechten der Anteilhaber einer anderen Anteilsklasse betrifft, unterliegt einem Beschluss der Anteil-

haberversammlung dieser Anteilklassen unter Berücksichtigung der Bestimmungen gemäß Artikel 68 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen (das „Gesetz von 1915“).

#### **Art. 23. Abschaffung von Anteilklassen.**

(1) Unbeschadet der auf den Verwaltungsrat gemäß Artikel 9 Absatz 6 dieser Satzung übertragenen Befugnisse kann die Allteillinhaberversammlung eines Teilfonds auf Vorschlag des Komplementärs durch Beschluss (i) das Gesellschaftsvermögen durch Abschaffungserklärung aller an einem Teilfonds ausgegebener Anteile reduzieren und den Anteilhabern den Nettoinventarwert ihrer Anteile (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungspreise und Realisierungskosten in Bezug auf die Vermögensanlagen im Zusammenhang mit dieser Abschaffungserklärung) an dem Bewertungstag, an welchem die Entscheidung wirksam wird, auszahlen und (ii) die Ungültigkeit, der an einem solchen Teilfonds ausgegebenen Anteile und die Zuteilung von Anteilen an einem anderen Teilfonds, vorbehaltlich der Billigung durch die Allteillinhaberversammlung dieses anderen Teilfonds beschließen, vorausgesetzt, dass während der Zeit von einem Monat nach Veröffentlichung gemäß nachfolgender Bestimmung die Anteilhaber der entsprechenden Teilfonds das Recht haben werden, die Rücknahme oder den Umtausch aller oder eines Teils ihrer Anteile zu dem anwendbaren Nettoinventarwert pro Anteil und gemäß dem in Artikel 9 dieser Satzung beschriebenen Verfahren ohne Kostenbelastung zu verlangen.

(2) Auf den Allteillinhaberversammlungen des betreffenden Teilfonds ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich und Beschlüsse können mit der einfachen Mehrheit, der auf solchen Allteillinhaberversammlungen anwesenden oder vertretenen Anteilhaber gefasst werden.

(3) In jedem der oben beschriebenen Fälle werden die Anteilhaber von den betroffenen Teilfonds über die bevorstehende Abschaffungserklärung ihrer Anteile einen Monat vor Inkrafttreten der Beschlüsse der Allteillinhaberversammlung in Kenntnis gesetzt; die Benachrichtigung erfolgt schriftlich und wird gegebenenfalls im Luxemburger Wort oder in solchen Zeitungen, wie der Komplementär entscheidet, veröffentlicht.

**Art. 24. Auflösung eines Teilfonds.** Nach Ablauf der im Memorandum festgelegten Laufzeit eines Teilfonds wird der Teilfonds automatisch aufgelöst.

Mit vorheriger Zustimmung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde (Commission de Surveillance du Secteur Financier) löst der Komplementär den Teilfonds auf und verwertet dessen Vermögenswerte im besten Interesse seiner Anteilhaber.

Jeder Anteilhaber ist berechtigt, die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Anteile eines bestimmten Teilfonds im Rahmen der Auflösung des jeweiligen Teilfonds zu verlangen. Der Komplementär nimmt alle Anteile des betreffenden Teilfonds zum Nettoinventarwert je Anteil (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Verwertungspreise der Anlagen und der Verwertungskosten), der an dem Tag berechnet wird, an dem die Rücknahme oder, je nachdem, die zwangsweise Rücknahme der Anteile einer Anteilklasse erfolgt (der „Rücknahmetag“), zurück.

Der Komplementär informiert die Anteilhaber des betreffenden Teilfonds schriftlich von dem beabsichtigten Rücknahmetag.

Am Rücknahmetag werden alle Anteile des betreffenden Teilfonds für jede Anteilklasse zurückgenommen und der Preis je Anteil wird an die betreffenden Anteilhaber pro rata zu ihrer Beteiligung an den verschiedenen Anteilsklassen des Teilfonds ausgeschüttet.

Alle zurückgenommenen Anteile werden gelöscht.

Erträge, die aus der oben dargelegten Rücknahme der Anteile resultieren und die nicht an die betreffenden Anteilhaber ausgeschüttet wurden, werden nach Abschluss des Auflösungsverfahrens des Teilfonds bis zu ihrer Ausschüttung bei der Depotbank (wie nachfolgend in Artikel 25 definiert) hinterlegt.

Neben der Auflösung des Teilfonds nach Ablauf seiner Laufzeit kann der Komplementär auch entscheiden, einen Teilfonds in den folgenden Fällen aufzulösen:

- wenn der Komplementär entscheidet, dass eine wesentliche Änderung der politischen, wirtschaftlichen oder finanziellen Situation dazu führt, dass die Fortführung des betreffenden Teilfonds widerrechtlich, nicht durchführbar, unratsam oder unwirtschaftlich ist oder als eine Maßnahme der wirtschaftlichen Rationalisierung,
- wenn eine solche Entscheidung des Komplementärs nach luxemburgischem Recht erforderlich ist oder
- wenn der Komplementär entscheidet, dass das Gesamtvermögen des Teilfonds den Betrag, den der Komplementär als Mindestbetrag für die Fortführung des Teilfonds in einer wirtschaftlich effizienten Weise festgelegt hat, unterschreitet oder nicht erreicht.

Nach einer entsprechenden Entscheidung des Komplementärs findet das vorstehend beschriebene Verfahren Anwendung.

**Art. 25. Verschmelzung von Teilfonds.** Der Komplementär kann beschließen, einen Teilfonds mit einem anderen oder mehreren Teilfonds in den folgenden Fällen zu verschmelzen:

- im Falle einer wesentlichen Änderung der politischen, wirtschaftlichen oder finanziellen Situation,
- als eine Maßnahme der wirtschaftlichen Rationalisierung oder
- um die Größe des jeweiligen Teilfonds zu erhöhen, um insbesondere ein öffentliches Angebot durchzuführen.

Der Komplementär kann entscheiden, das Vermögen des jeweiligen Teilfonds dem Vermögen den folgenden Rechtspersönlichkeiten (nachfolgend die „Aufnehmenden Rechtspersönlichkeiten“) zuzuweisen:

- einem anderen Teilfonds der Gesellschaft,
- einem anderen luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen oder
- einem Teilfonds eines anderen luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen.

Ungeachtet dessen ist es eine Voraussetzung für die Verschmelzung, dass die Aufnehmenden Rechtspersönlichkeiten eine ähnliche Anlagepolitik und Anlagestrategie wie der zu verschmelzende Teilfonds haben.

Mindestens zwei (2) Monate vor dem Datum, an dem die Verschmelzung der Vermögen stattfindet (das "Verschmelzungsdatum"), wird der Komplementär die Anteilinhaber des betroffenen Teilfonds im Einklang mit Artikel 21 dieser Satzung über die Gründe der Verschmelzung informieren und ihnen Informationen über die Aufnehmenden Rechtspersönlichkeiten zukommen lassen.

Nach Erhalt der Mitteilung und vor dem Verschmelzungsdatum sind die Anteilinhaber, die nicht mit der Verschmelzung einverstanden sind, berechtigt, die kostenlose Rücknahme ihrer Anteile zu einem Preis je Anteil zu verlangen, der dem Nettoinventarwert je Anteil entspricht.

Die Versammlung der Anteilinhaber eines Teilfonds kann beschließen, die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die diesem Teilfonds zugerechnet werden, mit einem anderen Teilfonds der Gesellschaft zu verschmelzen. Dieser Beschluss wird ohne Anwesenheitserfordernisse und mit der einfachen Mehrheit der bei der Versammlung der Anteilinhaber des Teilfonds anwesenden bzw. vertretenen Anteile gefasst. Die Anteilinhaber, die nicht für die Verschmelzung gestimmt haben, können innerhalb eines Monats nach Beschlussfassung und vor Wirksamwerden der Verschmelzung ihre Anteile kostenfrei zurückgeben. Nach Ablauf dieser Monatsfrist werden alle Anteile, die nicht zurückgegeben wurden, verschmolzen.

Die Versammlung der Anteilinhaber eines Teilfonds kann zudem beschließen, die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die diesem Teilfonds zugerechnet werden, mit einem anderen Fonds oder mit einem Teilfonds dieses anderen Fonds zu verschmelzen. Dieser Beschluss wird ohne Anwesenheitserfordernisse und mit der einfachen Mehrheit der bei der Versammlung der Anteilinhaber des Teilfonds anwesenden bzw. vertretenen Aktien gefasst. Die Anteilinhaber, die nicht für die Verschmelzung mit einem anderen Fonds oder mit einem Teilfonds dieses anderen Fonds gestimmt haben, können innerhalb eines Monats nach Beschlussfassung und vor Wirksamwerden der Verschmelzung ihre Anteile kostenfrei zurückgeben. Nach Ablauf dieser Monatsfrist werden alle Anteile, die nicht zurückgegeben wurden, verschmolzen.

In dem Fall, in dem es sich bei dem anderen Fonds um einen Investmentfonds (fonds commun de placement) oder um einen Fonds mit Sitz im Ausland handelt, bindet der Beschluss nur die Anteilinhaber, die für die Verschmelzung gestimmt haben. Die Anteilinhaber, die nicht für die Verschmelzung gestimmt haben, haben weder das Recht, ihre Anteile innerhalb eines Monats nach Beschlussfassung und vor Wirksamwerden der Verschmelzung kostenfrei zurückzugeben noch werden ihre Anteile verschmolzen.

**Art. 26. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

#### **Art. 27. Ausschüttungen.**

(1) Die Anteilinhaberversammlung einer Anteilsklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus diesem Teilfonds zu verwenden ist und kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Komplementär hierzu ermächtigen.

(2) Für jeden Teilfonds kann der Komplementär Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

(3) Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Komplementär zu gegebener Zeit bestimmt.

(4) Sachausschüttungen an Stelle von Ausschüttungen in bar sind nicht vorgesehen. Der Komplementär kann entscheiden, weitere Anteile anstelle von Barausschüttungen nach den Bedingungen, die der Komplementär nach freiem Ermessen festlegt, auszugeben.

(5) Ausschüttungen, auf die nicht innerhalb von fünf (5) Jahren Anspruch erhoben wird, verfallen und fallen zurück an die betreffende Anteilsklasse oder betreffenden Anteilsklassen des jeweiligen Teilfonds.

(6) Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

### **Kapitel V. Schlussbestimmungen**

#### **Art. 28. Depotbank**

(1) Soweit gesetzlich vorgeschrieben wird die Gesellschaft eine Depotbankvereinbarung mit einem Kreditinstitut im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (nachfolgend die „Depotbank“) abschließen.

(2) Die Depotbank erfüllt die im SIF Gesetz vorgeschriebenen Aufgaben und Verpflichtungen.

(3) Sofern die Depotbank ihre Bestellung zu kündigen wünscht, wird der Komplementär sein Bestes versuchen, um eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei (2) Monaten nach Wirksamkeit der Kündigung zu finden. Der Komplementär

kann die Bestellung der Depotbank kündigen, diese jedoch nicht entfernen, solange und sofern er eine Nachfolgedepotbank bestellt hat, die an ihrer Stelle zur Depotbank bestellt wird.

#### **Art. 29. Auflösung der Gesellschaft.**

(1) Der Komplementär kann jederzeit entscheiden, den Anteilhabern die Frage der Auflösung der Gesellschaft zur Beschlussfassung vorzulegen und eine Anteilhaberversammlung unter Berücksichtigung einer Einberufungsfrist von zehn (10) Tagen durch Zusendung eines Einberufungsschreibens an die Anteilhaber einzuberufen.

(2) Die Anteilhaber können bei der Anteilhaberversammlung über die Auflösung der Gesellschaft abstimmen, wobei die Beschlussfähigkeit das Erscheinen von mindestens der Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals voraussetzt und der Beschluss, die Gesellschaft aufzulösen, mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3), der bei der Anteilhaberversammlung gültig abgegebenen Stimmen gefasst werden muss.

(3) Des Weiteren muss der Komplementär nach Artikel 30 des SIF Gesetzes der Anteilhaberversammlung die Frage der Auflösung der Gesellschaft in den folgenden Fällen und in der folgenden Weise vorlegen:

- wenn das Gesellschaftskapital zwei Drittel (2/3) des Mindestkapitals unterschreitet, muss der Komplementär die Frage der Auflösung der Gesellschaft der Anteilhaberversammlung stellen, wobei die Beschlussfähigkeit keinen Voraussetzungen unterliegt und der Beschluss, die Gesellschaft aufzulösen, mit einer Mehrheit von mindestens der Hälfte (1/2), der bei der Anteilhaberversammlung gültig abgegebenen Stimmen gefasst werden muss.

- wenn das Gesellschaftskapital ein Viertel (1/4) des Mindestkapitals unterschreitet, muss der Komplementär die Frage der Auflösung der Gesellschaft der Anteilhaberversammlung stellen, wobei die Beschlussfähigkeit keinen Voraussetzungen unterliegt und der Beschluss, die Gesellschaft aufzulösen, mit einer Mehrheit von mindestens einem Viertel (1/4), der bei der Anteilhaberversammlung gültig abgegebenen Stimmen gefasst werden muss.

In diesen Fällen ist die Anteilhaberversammlung so einzuberufen, dass sie innerhalb von vierzig (40) Tagen von der Feststellung, dass das Gesellschaftskapital zwei Drittel (2/3) oder ein Viertel (1/4) des Mindestkapitals unterschritten hat, stattfindet.

(4) Der Tag vor Auskehrung der Liquidationserlöse an die Anteilhaber gilt als Bewertungstag und der Nettoinventarwert jeder Anteilsklasse wird nach den für einen Bewertungstag einschlägigen Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung festgesetzt. Im Rahmen der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Anteil wird die Gesellschaft auch die von dem Wert des jeweiligen Teilfonds abzusetzenden Verbindlichkeiten, Gebühren oder sonstige Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit der Auflösung berücksichtigen. Danach sind die Inhaber jeder Anteilsklasse berechtigt, den so berechneten Inventarwert pro Anteil, multipliziert mit der Zahl der von ihnen an dieser Anteilsklasse gehaltenen Anteilen, zu erhalten.

**Art. 30. Liquidierung der Gesellschaft.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidierung durch einen oder mehrere Insolvenzverwalter, die natürliche Personen oder juristische Personen, die von natürlichen Personen vertreten werden, und die, unter dem Vorbehalt der Genehmigung durch die CSSF, von der Anteilhaberversammlung bestimmt wird/werden, welche auch über die Befugnisse und Vergütung des/der Insolvenzverwalter entscheidet. Der Komplementär kann ebenfalls zum Insolvenzverwalter der Gesellschaft ernannt werden.

**Art. 31. Satzungsänderungen.** Diese Satzung kann mit Zustimmung des Komplementärs von Zeit zu Zeit von der Anteilhaberversammlung unter Berücksichtigung der Anforderungen an die Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernisse, die im Gesetz von 1915 in seiner derzeit geltenden Fassung dargelegt sind, geändert werden.

**Art. 32. Begriffsbestimmungen.** Begriffe, die sich auf einen männlichen Artikel beziehen, schließen auch die weibliche Fassung mit ein und Begriffe, die sich auf Personen oder Anteilhaber beziehen, schließen auch Gesellschaften, Partnerschaften und jedwede andere organisierte Gruppe von Personen, ob in Form einer Gesellschaft oder nicht, mit ein.

**Art. 33. Anwendbares Recht.** Sämtliche Angelegenheiten, die in dieser Satzung nicht ausdrücklich behandelt werden, unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und dem SIF Gesetz, in ihrer jeweils geltenden Fassung.

#### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag ihrer Gründung und endet am 31. Dezember 2011.

Die erste Jahreshauptversammlung der Anteilhaber der Gesellschaft findet am 3. Mai 2012 statt.

#### *Gründungskapital der Gesellschaft - Zeichnung und Zahlung*

Das Gründungskapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) eingeteilt in einem (1) Managementanteil und dreißig (30) Anteilen, ohne Nennwert.

Die Anteile der Gesellschaft sind wie folgt gezeichnet worden:

Name des Zeichnenden	Anzahl der gezeichneten Anteile
Forst Invest . . . . .	1 Managementanteil
Herr Nils Weber . . . . .	15 Anteile
Herr Dr. Carsten Zielke . . . . .	15 Anteile

Sämtliche derart gezeichneten Anteile der Gesellschaft sind voll in bar einbezahlt, so dass der Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung uneingeschränkt zur Verfügung steht, wie durch Nachweise dem beurkundenden Notar belegt.

#### *Bestätigung*

Der beurkundende Notar bestätigt hiermit, dass er die Erfüllung der in den Artikeln 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes von 1915 vorgeschriebenen Bedingungen geprüft hat und stellt ausdrücklich fest, dass diese Bedingungen erfüllt sind.

#### *Kosten*

Die Ausgaben, Kosten, Honorare oder Gebühren jedweder Art, die durch die Gründung der Gesellschaft entstehen und von der Gesellschaft getragen werden, belaufen sich auf etwa zweitausendsechshundert Euro (EUR 2.600,-).

#### *Anteilhaberversammlung*

Die vorstehend genannten Personen, die das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten und die Anteilhaberversammlung für wirksam einberufen befinden, haben unmittelbar eine Anteilhaberversammlung abgehalten. Nach Feststellung der wirksamen Einberufung der Versammlung hat die Versammlung die folgenden Beschlüsse einstimmig, einschließlich der Stimme des Komplementärs, gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg, Großherzogtum Luxembourg.

2. PricewaterhouseCoopers, mit Sitz in 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, R.C. Luxembourg B 65.477, wird zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft ernannt und die Ernennung endet am Tag der Jahreshauptversammlung, die einberufen wird, um den Jahresbericht der Gesellschaft für das Geschäftsjahr, das am 31. Dezember 2011 endet, zu beraten.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen zu Niederkerschen in der Amtsstube, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: N. WEBER, C. ZIELKE, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 16 juin 2011. Relation: CAP/2011/2242. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): NEU.

Für gleichlautende Ausfertigung, der Gesellschaft auf Wunsch erteilt, zwecks Hinterlegung im Firmenregister.

Niederkerschen, den 24. Juni 2011.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2011094070/862.

(110106140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2011.

---

#### **Sophil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5752 Frisange, 15, An der Klaus.

R.C.S. Luxembourg B 151.287.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011103262/10.

(110117604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

---

#### **Stahlbeteiligungen Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 17, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 14.849.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011103263/10.

(110117055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

---

**Mazars Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 159.962.

—

*Extrait de la réunion du Conseil d'Administration du 19 juillet 2011*

Le Conseil d'Administration décide de déléguer ses pouvoirs de gestion journalière à:

- Monsieur Grégory Centurione, né le 22 décembre 1972 à Etterbeek (B) et demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt;

- Monsieur Laurent Decaen, né le 31 janvier 1965 à Fontenay-aux-Roses (F) et demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

Monsieur Grégory Centurione et Monsieur Laurent Decaen ainsi nommés, porteront le titre d'Administrateur-délégué jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS LUXEMBOURG

Référence de publication: 2011103636/17.

(110118310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2011.

**Kalispera, Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 76.399.

—

*Extrait du Procès Verbal d'Assemblée Générale Extraordinaire du 20/07/2011*

L'assemblée générale extraordinaire de la société qui s'est valablement réunie le 20 juillet 2011 constate:

1- La révocation de la société SEREN Sarl, représentée par Monsieur Benoit de BIEN, en tant qu'administrateur et administrateur délégué avec effet au 1/07/2011;

2- La nomination de Monsieur Gabor VARSZEGLI, né le 25 décembre 1946 à Budapest (Hongrie), résident au 5, Rue de Bruxelles, L-8223 MAMER, en tant qu'administrateur et administrateur délégué avec effet au 1/07/2011.

Son mandat prendra fin à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017.

La société est valablement engagée par la signature isolée de l'administrateur délégué ou par la signature conjointe d'un administrateur et de l'administrateur délégué

Ces décisions prennent effet à la date du 1/07/2011.

Certifié conforme

Référence de publication: 2011103592/18.

(110118519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2011.

**Morgan Stanley Eder S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 109.078.

—

Suite aux résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 29 juin 2011, il a été décidé ce qui suit:

- d'accepter la démission de M. Todd Russell Lee de son poste de gérant avec effet au 20 juin 2011;

- de nommer en son remplacement et pour une durée illimitée, M. Jorge Iragorri Rizo, né le 16 décembre 1977 à Cali-Valle, Colombie, résidant professionnellement 1585 Broadway, New York, NY10036, Etats-Unis, avec effet au 29 juin 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juillet 2011.

*Pour la société*

TMF Management Luxembourg S.A.

*Domiciliataire*

Référence de publication: 2011103646/18.

(110117958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2011.